

GREENPEACE

MAUVAISE INFLUENCE

Comment les conseils
du cabinet McKinsey
conduisent à la destruction
des forêts tropicales



Les plans indonésiens inspirés
par McKinsey acceptent que les pertes
forestières étant déjà importantes
à Java et à Sumatra, la déforestation
va être relocalisée dans d'autres îles,
comme par exemple dans
le Kalimantan, qui abrite l'orang outan
de Bornéo, particulièrement en danger
© Ardiles Rante / Greenpeace

TABLE DES MATIÈRES

Synthèse	
L'histoire de REDD+	2
McKinsey entre en scène	3
Qu'est ce que le cabinet McKinsey et pour qui travaille-t-il ?	4
Schéma : McKinsey & REDD+	
– L'influence néfaste du cabinet McKinsey sur les plans nationaux de réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts	6
REDD+ : l'influence de McKinsey dans des pays clés	8
République Démocratique du Congo	8
Guyana	8
Papouasie Nouvelle Guinée (PNG)	9
Indonésie	9
La courbe McKinsey – Une illusion d'optique	11
Qu'est-ce qui cloche dans la méthodologie McKinsey ?	15
1. Le carbone forestier : des calculs ineptes	15
a. Stocks et flux de carbone dans les plantations	15
b. Une précision irréaliste	15
Plantations – Amalgame et confusion	16
2. De graves carences liées à l'inadéquation ou l'absence des données	16
3. Calculs des niveaux de référence : des hypothèses relevant de la manipulation	17
4. Des perspectives faussées pour privilégier les intérêts industriels	18
De grossières erreurs de calcul...	19
Des capacités et infrastructures de contrôle marquées par un optimisme déplacé	19
L'impact des services de conseil de McKinsey	20
1. Une incapacité à s'attaquer aux vrais facteurs de déforestation	20
2. Le principe du pollueur payé	20
3. L'impact sur les forêts naturelles	21
La richesse des forêts va bien au-delà du simple stockage du carbone	22
1. Des habitats naturels et espèces menacés	22
2. Impacts sociaux	24
Un conseil inapproprié	26
Recommandations	28
Notes	30

Synthèse

La destruction des forêts tropicales induit 15 à 20 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales. Il est donc indispensable et urgent, si l'on veut stopper les changements climatiques, de prévenir toute nouvelle déforestation.

Les programmes de réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts – ou REDD – ont vocation à fournir aux pays en développement des incitations financières pour cesser de détruire ou de dégrader leurs forêts. Depuis son émergence, ce concept a été étendu et inclut désormais le financement d'actions de restauration, de boisement et de reboisement sous l'acronyme REDD+. Malgré l'échec de la 15^e Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC) à Copenhague en 2009, les pays donateurs ont néanmoins promis des financements à hauteur d'environ 3,5 milliards de dollars pour donner un coup d'accélérateur aux initiatives REDD+. Un an plus tard, de nouveaux progrès ont été réalisés, avec la signature d'un accord formel sur l'établissement d'un mécanisme REDD+ lors de la 16^e Conférence des Parties (COP16) à Cancún (l'« Accord de Cancún »). Depuis, les États forestiers tropicaux s'efforcent de se préparer à ce mécanisme REDD+ en élaborant des plans nationaux pour encadrer les conditions de mise en œuvre du mécanisme à l'échelle de chaque pays. McKinsey&Company, géant mondial du conseil, est parvenu, en usant de ses excellentes connexions internationales, à se positionner comme le leader sur le marché du conseil REDD+. Sur son site internet, McKinsey déclare ainsi :

« Ce que nos clients ... attendent de nous, c'est un conseil honnête, objectif, réfléchi et expérimenté. »

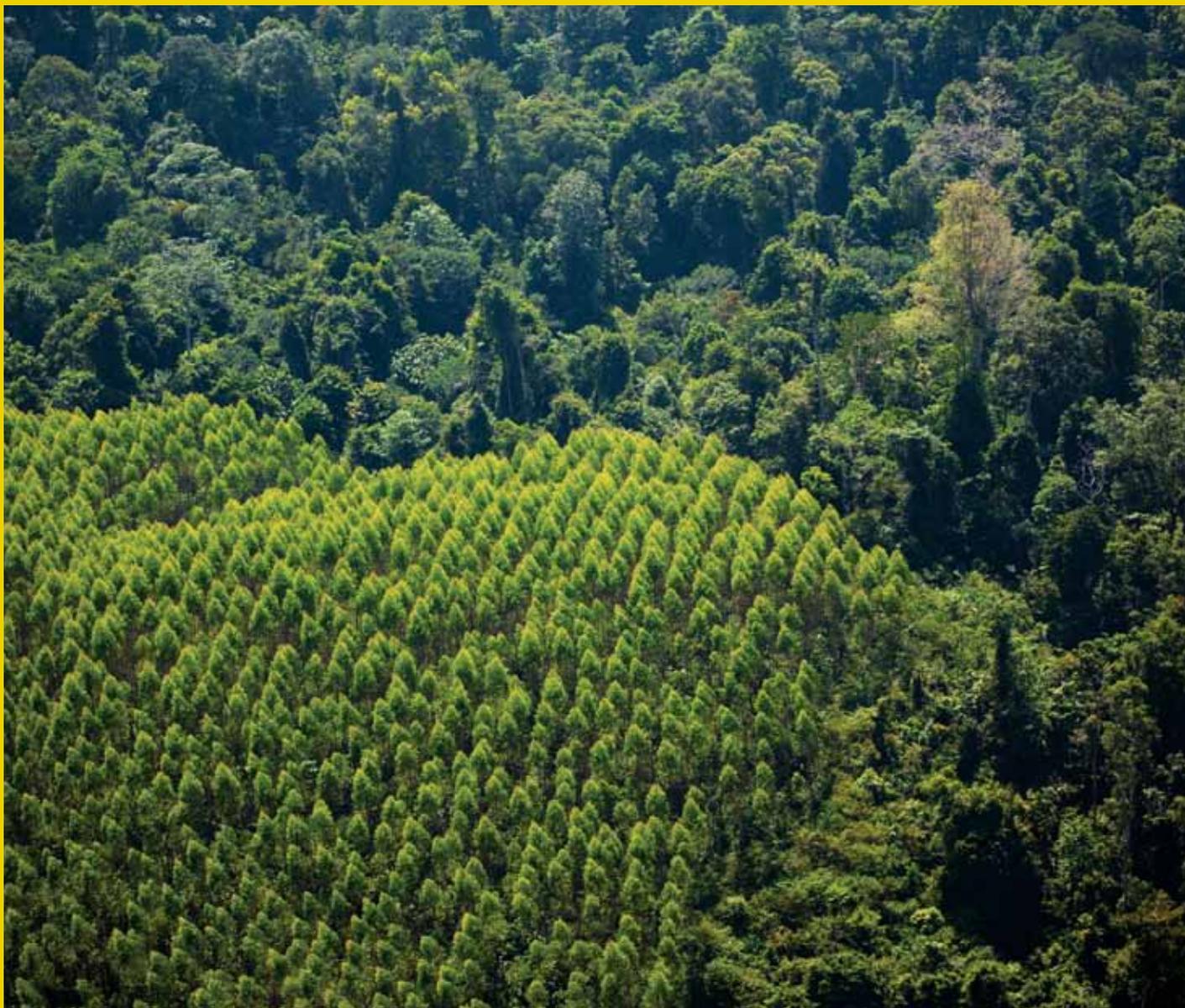
Grâce à son « Pôle Climat », McKinsey s'est donc forgé une solide réputation dans ce domaine et, de fait, a obtenu des contrats auprès de différents États forestiers en quête de financements REDD+. Les pays mentionnés dans ce rapport ont donc suivi, pour une large part, les conseils fournis par McKinsey dans l'élaboration de leur plans nationaux préliminaires.

Pourtant, comme le montre ce rapport, les plans préliminaires élaborés à l'aide de la méthodologie brevetée de « courbe de coûts » de McKinsey sont, dans la plupart des cas, totalement incapables de répondre aux normes élémentaires de précision, de rigueur, de pertinence et d'éthique.

S'ils étaient mis en œuvre dans leur forme actuelle, de tels plans conduiraient plutôt à une *augmentation* de la déforestation et des émissions de CO₂.

Dans ce rapport, Greenpeace examine l'influence de McKinsey sur l'élaboration des stratégies préliminaires REDD+ de quatre pays des zones de forêts tropicales humides : la Papouasie Nouvelle Guinée, la République Démocratique du Congo (RDC), l'Indonésie et le Guyana. Greenpeace fait les constatations suivantes :

- **Les recommandations de McKinsey, dans les cas étudiés par Greenpeace, ne visent pas à mettre un terme à la déforestation ou à la dégradation des forêts.** Elles ont plutôt tendance à justifier la destruction des forêts, afin de protéger les intérêts de l'industrie, au motif de sa contribution à la croissance économique. Ainsi en RDC, McKinsey propose une augmentation significative de l'exploitation industrielle, avec l'octroi d'au moins 10 millions d'hectares de concessions supplémentaires.
- **La courbe de coût de McKinsey a une influence considérable sur l'orientation des politiques gouvernementales.** Pourtant, elle présente un certain nombre de **graves imperfections**, allant de l'insuffisance des données à des méthodes de calcul discutables, en passant par des erreurs de calcul et des approximations grossières dans la comptabilisation du carbone. Par ailleurs, la plus grande opacité règne sur les hypothèses sous-jacentes à la courbe de coût du fait du refus de McKinsey de dévoiler certaines données au nom du secret commercial...
- **L'approche de McKinsey incite à surévaluer les scénarios prévisionnels de déforestation future** – pouvant conduire à l'attribution de crédits REDD+ pour la prévention d'une destruction qui n'aurait probablement pas eu lieu.
- **Les études McKinsey font peu de cas des spécificités des nations en développement, tenant à peine compte de l'ampleur même des enjeux et difficultés en matière de contrôle, reporting et vérification, de renforcement de capacité et de gouvernance.** Cette absence ou insuffisance de prise en compte soulève de nouvelles interrogations quant à la valeur des services de conseil de McKinsey.
- **Les plans inspirés de la méthodologie McKinsey sont non seulement totalement inefficaces dans la lutte contre les facteurs majeurs de déforestation (extraction minière, exploitation forestière, etc.) mais récompensent en réalité les secteurs et intérêts qui en sont responsables...** Ainsi, en RDC pas moins d'un milliard d'euros serait alloué à l'industrie de l'huile de palme pour la « relocalisation » de concessions qui n'ont pas encore été octroyées.
- **McKinsey applique une méthodologie ayant pour effet d'encourager les gouvernements qui font appel à ses services à adopter une politique de développement favorable au secteur industriel, quel qu'en soit le prix pour la biodiversité et les communautés locales.** En Indonésie, par exemple, l'expansion continue de la production d'huile de palme et des plantations destinées à l'industrie papetière constitue une menace majeure pour la biodiversité. McKinsey admet que la déforestation se déplacera vers d'autres îles aux forêts encore largement intactes notamment sur Bornéo et surtout en Papouasie. La partie indonésienne de Bornéo (Kalimantan) abrite l'espèce menacée des ourang-outans de Bornéo.



- **S'ils étaient suivis, les conseils de McKinsey entraîneraient l'expansion de plantations de monoculture sur des terres agricoles et d'autres zones non forestières capitales d'un point de vue écologique.**

McKinsey qualifie à tort ces terres de « marginales » pour justifier leur conversion en plantations.

Or, cette conversion pourrait avoir des effets dévastateurs sur les espèces et écosystèmes locaux.

- **Les études – et la courbe de coût – de McKinsey minimisent systématiquement l'impact environnemental de l'exploitation industrielle des forêts et du déboisement au profit de plantations et surestiment l'impact négatif des petits exploitants et de l'agriculture vivrière.**

Ainsi, les plans qui en résultent préconisent des politiques d'acquisition massive de terrains appartenant aux populations locales et la sédentarisation des activités agricoles vivrières sans égard pour leurs droits fonciers, leurs droits d'information et de consentement préalable et leurs droits à une compensation financière.

Les plantations de pâte à papier détruisent les forêts indonésiennes. McKinsey minimise systématiquement l'impact des plantations.

© Daniel Beltrá/Greenpeace

- **Les plans élaborés avec l'aide de McKinsey ont été critiqués par les organismes donateurs pour leur incapacité à répondre aux objectifs fixés.** En appliquant la courbe de coût McKinsey à leur planification REDD+, les pays en développement courent le risque de dépenser en pure perte les deniers publics pour des conseils vraisemblablement en contradiction avec les clauses de sauvegarde prévues par l'Accord de Cancún sur REDD+ et d'autres institutions internationales et intergouvernementales, telle que la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique.

Il est urgent que :

McKinsey publie toutes les données, hypothèses et analyses sur lesquelles il fonde sa courbe de coût, en cessant d'opposer le secret commercial à toute tentative d'analyse approfondie de ses recommandations. McKinsey doit également réviser sa méthodologie, de telle sorte qu'elle intègre :

- **les normes de comptabilisation du carbone forestier ;**
- **l'ensemble des coûts économiques, sociaux et environnementaux associés à chaque option de réduction des émissions ;**
- **les multiples valeurs hors carbone des forêts naturelles ;**
- **le respect des clauses de sauvegardes prévues par l'accord de Cancún, à savoir : la prévention de la conversion et de la dégradation des écosystèmes forestiers ainsi que la reconnaissance et l'application des droits des peuples autochtones et des communautés locales.**

Les gouvernements des pays forestiers devraient s'abstenir de mandater McKinsey à l'avenir, tant que les conditions visées ci-dessus ne sont pas intégralement satisfaites. Les pays ayant élaboré leurs plans en collaboration avec McKinsey devraient réviser ces plans pour remédier aux lacunes dénoncées dans ce rapport et rendre publics l'ensemble des travaux fournis à ce jour par le cabinet.

Les pays et institutions donateurs doivent interrompre tout financement au profit de McKinsey tant que les conditions visées ci-dessus ne sont pas intégralement satisfaites. Ils devraient conditionner le financement des missions de conseil REDD+ à l'existence d'un processus ouvert et transparent d'appel d'offres, à la divulgation intégrale des travaux et à la pleine et entière participation des communautés locales.

Ils doivent concentrer leurs efforts et financements sur les stratégies REDD se focalisant sur la préservation des forêts naturelles plutôt que sur des activités « REDD+ » sans rapport avec cet objectif. Une application stricte du mécanisme REDD apparaît comme la meilleure option en termes de réduction des émissions et d'adaptation ; les politiques doivent donc s'attacher en priorité à mettre un terme à la déforestation existante et à prévenir son aggravation dans les zones à risque.





En Papouasie Nouvelle Guinée,
les populations des zones forestières
tentent de s'opposer à la destruction
de leurs forêts en empêchant
les sociétés d'exploitation
de construire de nouvelles routes.
© Daniel Beltrá/Greenpeace

L'histoire de REDD+

Les forêts tropicales abritent de très nombreuses communautés locales et une variété prodigieuse d'espèces végétales et animales. Concentrées sur à peine 10 % de la surface totale de la planète, leur poids en termes de biodiversité est considérable : elles renferment plus de 60 % des espèces terrestres et d'eau douce.² Plus d'un milliard et demi de personnes dépendent de ces forêts.³ Elles jouent également un rôle crucial de stabilisateur du climat, et leur dégradation contribue significativement aux changements climatiques, causant près d'un cinquième des émissions de CO₂ de la planète.⁴ Il est donc indispensable et urgent, pour stopper l'emballage climatique, de prévenir toute nouvelle déforestation.

Pour cette raison, et en l'absence de traité mondial effectif de lutte contre la déforestation,⁵ de nombreuses voix ont commencé à se faire entendre, réclamant l'inclusion de la réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts (ou REDD) dans les objectifs de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC). En substance, REDD permettrait de financer les pays en développement pour les aider à réduire les émissions dues à la déforestation et la dégradation de leurs forêts. Au fil du temps est apparu le concept de REDD+, variante dont le signe « plus » désigne la possibilité de se voir rétribué pour les mesures actives d'augmentation des stocks carbone, à savoir les programmes de type boisement ou reboisement. C'est la présentation d'une proposition conjointe par la Papouasie Nouvelle Guinée et le Costa Rica lors de la 11^e Conférence des Parties (COP11) de la CCNUCC en 2005, qui a véritablement éveillé l'intérêt de la communauté internationale à établir un mécanisme REDD en instituant un processus de deux ans pour en examiner les aspects pratiques. En 2007, la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts était officiellement intégrée à la *Feuille de route* convenue à Bali lors de la 13^e Conférence des Parties (COP13) de la CCNUCC⁶.

Pour des raisons politiques et méthodologiques complexes, la question n'avait toujours pas été résolue lorsque les pays ont commencé à négocier le format d'un nouvel accord mondial sur le climat dans la perspective de la Conférence de Copenhague de 2009 – dont on connaît aujourd'hui l'issue désastreuse.

Pourtant, dans le même temps, REDD bénéficiait d'un nouvel engouement – s'imposant dans les esprits comme la plus accessible des négociations de la CCNUCC. Le mécanisme, consistant à offrir aux pays en développement des incitations financières pour éviter de détruire ou de dégrader leurs forêts, a peu à peu été perçu par ces derniers comme un moyen d'accéder à un mode de valorisation de leurs forêts – les pays riches y voyant quant à eux une mesure relativement peu coûteuse et politiquement acceptable de lutte contre les changements climatiques. Lorsque, par la suite, la crise financière mondiale s'est déclarée, puis durablement installée en 2008-2009, les avantages de REDD se sont imposés comme une évidence.

Pendant deux ans, de 2007 à 2009, les pays en développement et les bailleurs de fonds potentiels ont tenté d'imposer leurs visions préférentielles aux négociations sur REDD, lesquelles ont finalement abouti à une expansion significative du périmètre REDD : du mécanisme de protection des forêts initialement envisagé, REDD a eu tendance à évoluer vers un instrument élargi, intégrant la promotion de programmes de restauration, boisement et reboisement sous le nouvel acronyme REDD+. Parallèlement, la Banque mondiale a continué à jouer un rôle central dans le développement et la mise en œuvre d'une politique REDD à travers le FCPF (pour le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier) et le FIP (Programme d'Investissement pour la Forêt). Le FCPF a pour mission de préparer la participation des pays forestiers aux marchés carbone internationaux en les aidant dans la mise en œuvre d'initiatives de préparation REDD. Le FCPF est opérationnel depuis juin 2008. Jusqu'à présent, 13 pays (Argentine, Costa Rica, République Démocratique du Congo, Ghana, Guyana, Indonésie, Kenya, Laos, Mexique, Népal, Panama, République du Congo et Tanzanie) ont présenté, dans le cadre du FCPF, un Plan de préparation REDD (ou R-PP pour *Readiness Preparation Proposal*) décrivant des politiques et activités potentielles dans le cadre de REDD+, lesquelles ont été examinées par le Panel consultatif technique et le Comité des participants spécialement mis en place à cette fin. La Banque mondiale procède actuellement à l'analyse attentive de ces propositions – dans la perspective d'un financement potentiel à hauteur de 3,6 millions USD pour aider ces pays à conduire les travaux préparatoires envisagés.⁷ Le Fonds d'investissement pour la forêt (FIP) est un programme ciblé relevant du Fonds stratégique pour le climat (SCF pour *Strategic Climate Fund*), l'une des deux structures créées dans le cadre du Fonds d'investissements climatiques (FIC). Le FIP a vocation à aider les pays en développement dans leurs efforts de réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts (REDD). Un certain nombre de pays pilotes a été sélectionné au titre de ce programme, à savoir le Brésil, le Burkina Faso, la République Démocratique du Congo, le Ghana, l'Indonésie, le Laos, le Mexique et le Pérou.⁸

Au fur et à mesure de l'avancée des négociations, les pays donateurs ont multiplié leurs promesses de financement, pour finalement atteindre le total de 3,5 milliards d'USD⁹ entériné à Copenhague. Cependant, dans de nombreux cas il s'est avéré difficile de savoir quelle était la part réelle de financement supplémentaire et s'il s'agissait d'investissements bilatéraux ou impliquant de multiples institutions et processus. Bien que largement inférieur aux 25 milliards USD que certains estiment nécessaires à l'horizon 2015¹⁰ (ou un engagement minimum de 10 milliards USD annuels sur les trois prochaines années¹¹ défendu par certaines ONG), ce chiffre représente une somme considérable, surtout pour les pays tropicaux confrontés à des impératifs élémentaires de réduction de la pauvreté et de développement. En tout cas, les sommes en jeu sont suffisamment importantes pour attirer l'attention d'un cabinet de conseil international...

McKinsey entre en scène

C'est dans ce contexte que le cabinet de conseil international McKinsey est entré en scène, se positionnant entre 2008 et 2009 comme le conseil de référence en matière de plans REDD+. Pour les gouvernements donateurs et les institutions internationales, le sceau McKinsey et son approche orthodoxe de l'économie carbone garantissaient – au moins en apparence – que les fonds seraient employés à bon escient. Les pays bénéficiaires avaient bien compris quant à eux qu'en recourant au cabinet McKinsey, ils renforceraient leur position dans les négociations REDD+ et bénéficieraient d'un gage de crédibilité internationale – rendant leurs propositions plus attractives aux yeux des bailleurs de fonds. De plus, en mandatant McKinsey, ils étaient assurés de bénéficier de stratégies REDD+ nationales n'ayant qu'un impact minime sur le développement industriel, et notamment sur l'exploitation industrielle du bois et l'expansion des plantations.

Dans le même temps, les négociations internationales sur REDD progressaient rapidement, pour constituer le domaine le plus avancé de la conférence de Copenhague, même si l'échec final de la conférence signifiait qu'aucun accord définitif ne pourrait être atteint sur le mécanisme REDD. Ce n'est qu'un an plus tard, lors de la 16^e Conférence des Parties (COP16) à Cancún, que la communauté internationale signera finalement un accord définitif sur l'établissement d'un mécanisme REDD+. Cependant, en amont de Cancún, il était devenu évident que le raisonnement économique sous-tendant l'approche REDD+ de McKinsey ne résistait pas à l'analyse – et, ce qui est plus grave, que les plans préliminaires établis avec son assistance ne répondaient pas aux normes et principes élémentaires de précision, de rigueur, de pertinence et d'éthique.



Ce paysage calciné était autrefois une forêt dense de Sumatra, brûlée par la société d'exploitation PT Tebo Multiagro pour y établir ses plantations.
© Daniel Beltrá / Greenpeace

Qu'est ce que le cabinet McKinsey et pour qui travaille-t-il ?



McKINSEY HQ, NEW YORK

« Nous gagnons la confiance de nos clients ».¹²

McKinsey & Company a été fondé en 1926 par James O. McKinsey, professeur de comptabilité à Chicago. Aujourd'hui, McKinsey est un géant mondial du conseil stratégique. Baptisé « grand prêtre du conseil de haut niveau » par *Bloomberg Businessweek*¹³, McKinsey indique compter aujourd'hui dans sa clientèle plus de 70 % des « entreprises les plus admirées » du classement établi par le magazine *Fortune*.¹⁴ L'entreprise compte plus de 95 bureaux dans plus de 50 pays, où sont appliquées les mêmes « pratiques générales et spécialisées » fondées sur une connaissance et une expertise de domaines ou sujets particuliers.¹⁵ Ainsi, on peut lire sur le site Web de McKinsey :

« Nos clients font appel à nous chaque fois qu'ils ont un problème à résoudre – qu'il s'agisse d'un impératif stratégique ou opérationnel majeur ou d'une simple question organisationnelle. Ce qu'ils attendent de nous, c'est un conseil honnête, objectif, réfléchi et expérimenté. »

« Nos clients se tournent vers nous lorsqu'ils sont soumis à une pression forte en termes de performances et de résultats. Ils font appel à nous dans les moments difficiles, lorsque le recueil des informations et indices pertinents devient complexe et qu'ils doivent prendre des décisions aux conséquences majeures pour leurs équipes, leurs départements et les pays dans lesquels ils exercent leurs activités. Il font appel à nous pour obtenir un point de vue réellement mondial ».¹⁶

Selon certains analystes, le modèle économique de McKinsey fonctionne

comme un club très fermé. En 2003, le journal *The Guardian* révélait la liste des « anciens » de McKinsey, au nombre desquels figurent Digby Jones, directeur général de CBI, Don Cruickshank, président de la Bourse de Londres, Sir Howard Davies, directeur du Financial Services Authority (et devenu, peu de temps après, directeur de la London School of Economics), les parlementaires conservateurs William Hague et Archie Norman, « ainsi que des membres clés de l'équipe "Blue Sky" du gouvernement Tony Blair ». Toujours selon *The Guardian*, McKinsey était également le premier employeur de Chelsea Clinton.¹⁷ Pour asseoir son modèle économique, McKinsey s'entoure d'une certaine aura mystique, à laquelle s'ajoutent la culture du secret et le prestige d'anciens membres haut placés. Les employés de McKinsey désignent communément leur entreprise sous le vocable « la Firme ».

Parmi les anciens de McKinsey, on trouve également Jeff Skilling, PDG d'Enron tristement célèbre pour avoir été condamné à 24 ans de prison après l'effondrement de sa société. Comme le souligne *Bloomberg Businessweek*, pendant près de 18 ans, McKinsey a fourni à ce géant de l'énergie ses conseils en matière de stratégie élémentaire – allant jusqu'à participer aux présentations exécutives au conseil d'administration d'Enron.¹⁸ L'article indique ensuite qu'Enron n'est « qu'un exemple parmi les innombrables désastres financiers qui semblent avoir touché la clientèle du cabinet de conseil.

On peut en effet citer, en plus d'Enron, Swiss-air, Kmart et Global Crossing, qui sont tous clients de McKinsey et ont fait faillite plus ou moins rapidement. Et il ne s'agit là que des plus connus. »¹⁹

Plus récemment, la réputation de McKinsey a été sérieusement entachée à la suite de l'inculpation d'un de ses dirigeants dans la plus grave affaire de délits d'initiés jamais découverte concernant des fonds spéculatifs. Anil Kumar a été suspendu jusqu'à nouvel ordre après avoir été inculpé – aux côtés de Raj Rajaratnam, fondateur du fonds spéculatif Galleon Group, ainsi que quatre autres personnes – pour des délits perpétrés pendant plusieurs années et qui leur auraient rapporté plus de 20 millions de dollars.²⁰

Un analyste a pu corréler le succès historique de McKinsey à l'ouvrage *In Search of Excellence* coécrit par Tom Peters, un consultant McKinsey et son collègue, Robert Waterman et publié en 1982 :

Ce livre, qui distille les leçons de 43 entreprises américaines, se lit en fait comme un projet McKinsey et constitue sa meilleure publicité. Il s'est vendu à cinq millions d'exemplaires.

Pourtant : Les deux tiers des 43 « excellentes » entreprises de Tom Peters ont connu des difficultés ou des dysfonctionnements majeurs au cours des cinq années suivant la publication de *In Search of Excellence*. De fait, le premier reproche fait à McKinsey – à savoir que ses consultants ne restent pas assez longtemps pour être confrontés aux conséquences des



Avec une centaine d'implantations dans plus de 50 pays, McKinsey est un acteur de dimension internationale.
©McKinsey

« We take pride in doing what is right rather than what is right for the profitability of our firm. Our credibility depends on it. Leadership at McKinsey is not about rising above others »



conseils qu'ils prodiguent – est également son principal attrait : en externalisant les décisions difficiles, les entreprises paient des consultants pour supporter les risques à leur place.²¹

McKinsey s'est forgé une position de leader sur le marché du conseil REDD+ et a ainsi pu imposer son approche dans les pays où il opère. Selon le journaliste Clayton Hirst, McKinsey est :

« ...un réseau d'influence tentaculaire s'étendant jusqu'aux conseils d'administration des plus grandes entreprises britanniques et coulisses du pouvoir à Westminster.... Cette communauté ne cesse de croître, selon un fonctionnement de type presque mafieux – une terminologie extrême qui n'a évidemment pas cours dans l'entreprise, préférant employer le terme de « réseau d'anciens ». Selon une source proche de McKinsey, les anciens membres sont considérés comme des ambassadeurs de la marque McKinsey. Le réseau n'est pas ouvertement exploité mais la firme conserve les informations de ses membres dans une base de données et réunit ces derniers lors d'une réception annuelle ».²²

Comme l'on pourrait s'y attendre, il existe des preuves démontrant que McKinsey applique ces pratiques professionnelles dans ses travaux REDD+. Ainsi, un intervenant du processus REDD+ en cours dans un État forestier confiait à Greenpeace, sous couvert d'anonymat, que la société utilise ses contacts dans un pays pour l'aider à obtenir des contrats dans d'autres, tout en se vantant auprès des pays en développement et futurs clients potentiels de pouvoir les mettre en contact avec des bailleurs de fonds ;

finalement, McKinsey s'attribuera tout le mérite des accords de financement conclus (Guyana) ou des influences internationales obtenues (PNG) par ses clients.²³ Une fois qu'il a un pied dans un pays, McKinsey use de tous les moyens possibles pour maximiser son influence. McKinsey déclare :

« Nous nous forgeons une opinion globale, indépendante et pragmatique des performances de chaque client. Nous nous appuyons sur des faits pour la clarté, la transparence et le consensus qu'ils apportent. Les faits constituent le langage compris par toutes les équipes de direction du monde. Nous travaillons sur des faits pour proposer des recommandations crédibles ».²⁴ Loin de la parfaite objectivité annoncée par McKinsey, ses conseils en matière de REDD+ sont au contraire dictés par des choix et politiques totalement subjectifs. En d'autres termes, le conseil McKinsey n'offre pas une analyse dépassionnée de données transparentes, mais défend plutôt une vision du monde particulière – selon une méthodologie brevetée – dont le but ultime est d'apporter de nouveaux clients à la Firme.

En RDC, McKinsey a lui-même proposé d'inclure dans ses résultats une liste des mesures REDD+ clés à adopter.²⁵ Si cet élément ne figurait pas dans le mandat initial, les 14 programmes en résultant font désormais partie intégrante du Plan de préparation REDD+ du pays.²⁶ En Indonésie, McKinsey préconisait une politique de boisement dès sa première présentation,²⁷ politique effectivement adoptée par le Conseil National Indonésien sur les changements climatiques (DNPI).²⁸ Dans sa proposition confidentielle intitulée « Renforcement de capacité institutionnelle

pour ralentir la croissance des émissions de CO₂ », présentée au gouvernement indonésien, McKinsey met « l'accent sur l'importance cruciale de l'encadrement à fournir aux représentants des autorités locales, aux délégués du DNPI et aux partenaires institutionnels. »²⁹

Selon un observateur, McKinsey est toujours « très influent » au sein du Bureau du Changement Climatique et du Développement (OCCD) de Papouasie Nouvelle-Guinée, indiquant que lors des réunions du groupe de travail technique de novembre 2010, « les représentants McKinsey... répondaient à l'essentiel » des questions posées.³⁰ Certains éléments indiquent que McKinsey jouerait un rôle de mentor pour le personnel du tout jeune OCCD.³¹ Le même observateur précise que Sebastian Schienle, un représentant de McKinsey basé en permanence en Papouasie Nouvelle-Guinée faisait aussi parti de la délégation de PNG à Cancun.

Cependant, McKinsey minimise généralement sa paternité sur la plupart des documents auxquels il a contribué. Malgré de nombreuses preuves démontrant son rôle majeur dans les études examinées dans ce rapport, McKinsey s'arrange pour n'être crédité que d'un « support technique » ou de la fourniture des données, et de leur analyse. Cette volonté de McKinsey est illustrée par le commentaire ajouté à sa proposition pour la RDC, indiquant que le rapport ne sera pas publié sous son nom pour assurer à la RDC la paternité des résultats.³² La seule exception concerne le rapport intitulé « Pathways to a low carbon economy » rédigé pour le Brésil, nettement moins controversé que les autres études abordées dans ce document.³³

McKINSEY & REDD+

L'influence néfaste du cabinet McKinsey sur les plans nationaux de réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts



© Daniel Beltra / Greenpeace

PAYS CLÉS ÉTUDIÉS



GUYANA

McK



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

McK



INDONÉSIE

McK



PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE

CONFÉRENCE COP15 (COPENHAGUE)

PAYS DONATEURS



BELGIQUE



ALLEMAGNE



ROYAUME-UNI



UNION EUROPÉENNE



NORVÈGE



AUSTRALIE



JAPON



LUXEMBOURG



FRANCE



USA



UN REDD+



BANQUE MONDIALE
FCPF / FIP

LÉGENDE

 Conseil McKinsey

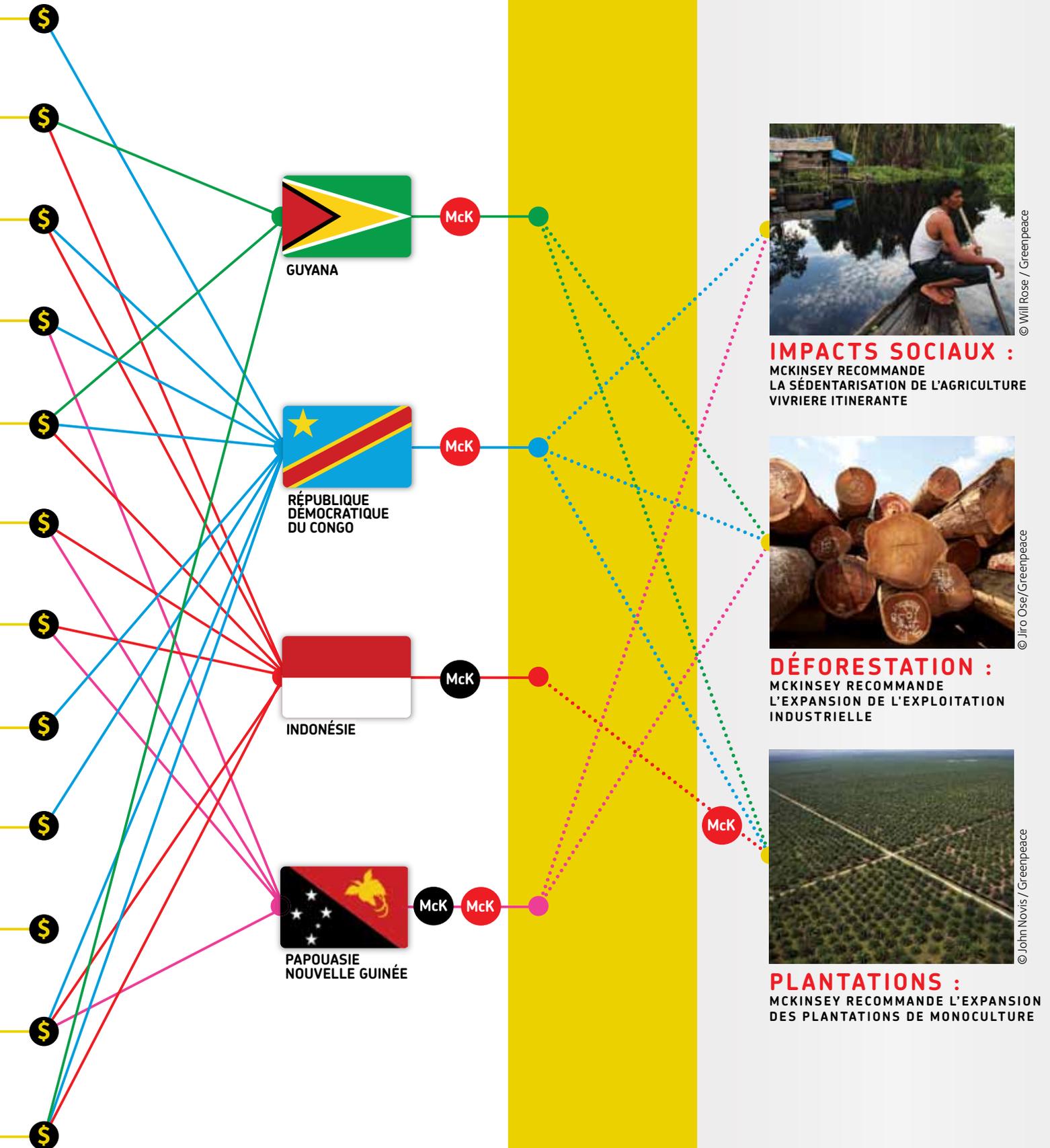
 Plan inspiré de McKinsey (dernière version)

FINANCEMENTS PROMIS

PAYS CLÉS ÉTUDIÉS

CONFÉRENCE COP16 (CANCUN)

RÉSULTATS POTENTIELS



IMPACTS SOCIAUX :
MCKINSEY RECOMMANDE LA SÉDENTARISATION DE L'AGRICULTURE VIVRIÈRE ITINÉRANTE



DÉFORESTATION :
MCKINSEY RECOMMANDE L'EXPANSION DE L'EXPLOITATION INDUSTRIELLE



PLANTATIONS :
MCKINSEY RECOMMANDE L'EXPANSION DES PLANTATIONS DE MONOCULTURE

© Will Rose / Greenpeace

© Jiro Ose / Greenpeace

© John Novis / Greenpeace

REDD+ : l'influence de McKinsey dans les pays clés³⁴

République Démocratique du Congo

McKinsey a été mandaté pour conduire une étude du potentiel REDD+ de la RDC à la fin de l'année 2009. Il a rendu son rapport au bout d'à peine cinq semaines, et si on ne lui attribue qu'une collaboration technique, des éléments laissent penser que le document publié est en fait essentiellement son œuvre.³⁵ Au début de l'année 2010, la RDC publiait sa Proposition de Préparation REDD adoptant provisoirement l'ensemble des recommandations de McKinsey.

La RDC fait partie des neuf pays pilotes initialement sélectionnés pour la mise en œuvre du Programme REDD des Nations Unies (UN-REDD Programme) et a reçu à ce titre des financements directs pour faciliter le lancement de son processus REDD+. Outre les crédits REDD+ octroyés par la Banque mondiale (via le FCPF) et les Nations Unies, en 2010 le Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo (organisme financé par la Norvège et le Royaume-Uni) étudiait le financement supplémentaire de projets pilotes à hauteur de 20 millions USD.³⁶ Aucune information n'est disponible sur les subventions promises pour la mise en œuvre effective de la stratégie.

En contre-partie de ses travaux, McKinsey a perçu

300 000 USD d'un fonds multi-bailleurs supervisé par la Banque mondiale et financé par le Royaume-Uni, la France, la Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg et l'Union européenne.³⁷ L'engagement de McKinsey semble avoir fait l'objet d'un accord direct et non d'une procédure ouverte d'appel d'offres.³⁸

L'un des problèmes majeurs de l'étude réalisée par McKinsey en RDC est qu'elle tente clairement de dissimuler le rôle de l'exploitation industrielle du bois dans la destruction des forêts tropicales humides et de lui assurer un avenir aux dépens des cultures agricoles vivrières. Loin de réduire et d'éliminer ensuite complètement la déforestation, elle propose une expansion significative des concessions.

L'étude McKinsey minimise l'influence de l'exploitation forestière tout en surestimant la croissance probable du secteur dans le futur – ce qui laisse aux exploitants toute latitude pour revendiquer des réductions factices de leurs activités en s'appuyant sur une comparaison trompeuse avec ce qui aurait pu se passer sans l'intervention REDD+.³⁹ Ceci permet finalement à l'industrie du bois de maintenir ses activités comme si de rien n'était – tout en faisant porter à l'agriculture vivrière l'essentiel des efforts de réduction des émissions, sans tenir compte de leur importance sociale et culturelle.

L'étude McKinsey sur la RDC formule les recommandations suivantes :

- Une augmentation significative de l'exploitation forestière industrielle, avec l'octroi d'au moins 10 millions d'hectares de concessions supplémentaires.⁴⁰
- Le financement de cette même exploitation forestière (au tarif de 2 à 2,5 euros/tonne de CO₂)⁴¹ alors même qu'elle doublerait ou triplerait l'intensité des coupes. Le scénario « business as usual » fait en effet l'hypothèse d'un accroissement des prélèvements à l'hectare, qui passeraient de 3–5m³ actuellement à 15m³ d'ici 2030,⁴² établissant ainsi que la limitation de cette augmentation de prélèvements à 10m³/hectare constituerait alors une réduction des émissions !⁴³
- L'octroi de subventions à hauteur d'un milliard d'euros⁴⁴ à l'agriculture intensive (principalement l'huile de palme destinée à l'export) pour établir des plantations à l'extérieur des zones de forêts denses humides.⁴⁵
- La sédentarisation des activités agricoles vivrières, au mépris des modes de vie et traditions des communautés

locales, et sans même mentionner les peuples autochtones.⁴⁶

Le 29 janvier 2011, José Endundo, Ministre de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme de la RDC, annonçait son intention de légaliser des titres forestiers couvrant une surface totale de 15 millions d'hectares, et suggérait une levée prochaine du moratoire sur l'octroi de nouvelles concessions,⁴⁷ ce qui ouvrirait 10 millions d'hectares de forêts supplémentaires à l'exploitation industrielle. Les recommandations de McKinsey auraient ainsi légitimé la politique officielle du gouvernement congolais.

Guyana

Le Guyana est partenaire du programme UN-REDD mais ne reçoit aucun financement pour son programme REDD+ national. En décembre 2008, il présentait sa proposition pour l'obtention d'un financement visant à soutenir ses efforts de diminution de la déforestation. McKinsey s'est vu attribuer la réalisation d'une « évaluation indépendante et pragmatique » dans le cadre de cette proposition, mais des preuves circonstancielles indiquent qu'il en était en fait l'auteur principal.⁴⁸ McKinsey a reçu 313 000 £ du Ministère du développement international du Royaume-Uni pour les travaux de REDD+ réalisés pour le compte du gouvernement du Guyana supposément entre juin 2008 et mars 2009.⁴⁹

Parallèlement au FCPF, de multiples bailleurs de fonds ont été – ou sont actuellement – approchés pour soutenir la préparation et la mise en œuvre des initiatives REDD+ au Guyana. Cependant, mis à part quelques minces contributions de l'organisation Conservation International et de la Banque de développement allemande, le seul financement obtenu est celui accordé par la Norvège, qui s'est engagée à hauteur de 250 millions de dollars à l'horizon 2015. Ce financement est censé être conditionné « au succès du Guyana dans ses initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et la dégradation des forêts »⁵⁰ mais la base de référence utilisée pour définir ce processus fait l'objet de controverses.⁵¹

Au Guyana, l'approche adoptée consiste à rétribuer le pays pour la préservation de ses forêts en fonction de « la valeur économique qu'elles lui apporteraient » si elles étaient presque intégralement détruites pour le bois de coupe, l'agriculture et le développement industriel. Le taux de déforestation retenu est hypothétique et largement supérieur aux taux enregistrés historiquement dans le pays. En effet, cette intensité de déforestation (4,3 % par an) est environ 20 fois supérieure à l'estimation actuelle du gouvernement (entre 0,1 et 0,3 % par an).⁵² L'approche est présentée comme la plus adaptée à la situation du pays en raison de son importante couverture forestière et de son faible taux de déforestation.⁵³

La proposition pour le Guyana présente les caractéristiques suivantes :

- Les mesures destinées à enrayer les moteurs de la déforestation au Guyana sont quasiment inexistantes. La proposition permettrait en pratique aux exploitants

forestiers de multiplier par 20 leurs prélèvements actuels.⁵⁴

- L'étude préconise l'utilisation du financement REDD+ pour faciliter « le développement d'une agriculture à plus forte valeur ajoutée », notamment la production d'agrocarburants dans des écosystèmes « uniques et fragiles » de type savane ou des zones humides riches en biodiversité.⁵⁵
- Le financement REDD+ doit également servir au projet hydroélectrique d'Amaila Falls. Une récente étude suggère que la construction des installations et l'aménagement des routes d'accès auraient un impact considérable en termes de déboisement : 750 000 tonnes de biomasse doivent être prélevés du site⁵⁶ et 110 km de routes d'au moins 8 m de large seront construits en forêt primaire⁵⁷ – 750 000 tonnes de biomasse constituent un potentiel d'émission de 1,3 million de tonnes de CO₂.⁵⁸

Papouasie Nouvelle Guinée (PNG)

En 2010, la Papouasie Nouvelle Guinée publiait trois documents relatifs à sa stratégie REDD+ nationale pour lutter contre les changements climatiques. Bien que McKinsey revendique n'être à l'origine que de la collecte et de l'analyse des données pour les deux premiers documents et n'avoir aucunement participé à l'élaboration du troisième, des éléments démontrent qu'il est en fait l'auteur principal des trois.⁵⁹

La PNG est l'un des neuf pays pilotes du programme UN-REDD et bénéficie d'un financement direct pour son programme national « destiné à lancer la phase de démarrage rapide pour accompagner sa préparation REDD+ ». ⁶⁰ Outre 6,4 millions USD de financement octroyé

par des agences des Nations Unies, la PNG a reçu (ou devrait recevoir) des fonds de l'Australie (jusqu'à 3 millions USD), du Japon (700 millions ¥) et de l'UE (montant indéterminé).⁶¹ Il n'existe pas d'informations disponibles sur d'éventuelles promesses de fonds pour la mise en œuvre effective du programme REDD+ de la PNG. Un plan financier présentant des impératifs de financement provisoires est en cours d'élaboration.⁶²

Nous ne disposons pas d'informations sur l'entité ayant rémunéré les travaux de McKinsey en PNG.

Les documents sur lesquels McKinsey a travaillé préconisent les politiques suivantes :

- Poursuite d'une exploitation forestière à grande échelle selon un régime dit d'impact réduit,⁶³ alors que l'idée d'un moratoire sur l'octroi de nouvelles concessions est explicitement rejetée.⁶⁴
- Absence de mesures concernant l'exploitation minière, qui constitue pourtant un vecteur majeur de déforestation.
- Intensification agricole majeure affectant les petits paysans.⁶⁵
- Programmes de boisement et de plantation sur des pâturages et autres zones non forestières, avec un impact probable sur des régions denses en faune et en flore.⁶⁶

Indonésie

L'Indonésie fait partie des pays pilotes initiaux du programme UN-REDD et reçoit à ce titre des subventions directes pour son Programme national.⁶⁷ Elle a également été sélectionnée parmi les pays pilotes du Programme d'investissement forestier FIP de la Banque

mondiale. Lors de la Conférence de Copenhague de décembre 2009, le Président Yudhoyono s'est engagé à réduire les émissions globales du pays de 26 % d'ici 2020 à partir des seuls financements domestiques, tout en espérant augmenter cet objectif jusqu'à 41 % avec l'aide des financements internationaux.⁶⁸

Au mois de mai 2010 (données disponibles les plus récentes), l'Indonésie avait reçu, effectivement ou sous forme de promesses, un total de 9,2 millions USD de financement FCPF et UN-REDD (l'apport UN-REDD de 5,6 millions USD émanant de la Norvège⁶⁹), et 80 millions USD au titre du programme FIP pour lutter contre les facteurs de déforestation et « promouvoir l'instauration d'un système de récompense des efforts de réduction des émissions ». ⁷⁰ Sur cette même période, l'Australie s'engageait à hauteur de 64,4 millions USD et l'Allemagne de 30 millions USD pour financer des « mesures de reporting et vérification », des travaux liés à la détermination d'un niveau d'émission de référence et d'autres activités préparatoires.⁷¹ Selon des données de 2009, le Royaume-Uni, le Japon et la Norvège auraient également promis des fonds pour financer le renforcement de capacités en matière de mesure, reporting et vérification (MRV)⁷², de marchés REDD+ et de distribution des fonds.⁷³

Les subsides norvégiens ont été directement versés à McKinsey sans faire l'objet d'aucune procédure d'adjudication publique puisque McKinsey avait déjà commencé ses activités en Indonésie au moment de l'octroi de ce financement en septembre 2009.⁷⁴

Greenpeace a consulté deux rapports McKinsey établis pour l'État indonésien : le premier, datant de février 2010 est intitulé *Aperçu détaillé*

du projet (Phase 3) : Assistance à la mise en œuvre pour la province de Kalimantan Central ; le second aperçu détaillé du projet (Phase 3) : Renforcement de capacité institutionnelle pour ralentir la croissance des émissions de CO₂. McKinsey a facturé pour chacun de ces projets respectivement environ 3,6 millions USD⁷⁵ et 6,1 millions USD⁷⁶ au titre des travaux de renforcement de capacité.

La courbe de coûts pour l'Indonésie contient des hypothèses erronées ayant pour effet de vicier les résultats dans le seul but de protéger les intérêts des exploitants forestiers et de l'agro-industrie. L'étude présente la réduction des émissions par l'expansion limitée des plantations dans les forêts naturelles comme impliquant un coût prohibitif, en présupposant qu'il n'existe pas de lieu d'implantation alternatif – à savoir 30 USD/tonne de CO₂e ou 20 000 USD/ha.^{77,78} Elle minimise au contraire les coûts prévisionnels de réduction des émissions dues aux petites exploitations agricoles en ne considérant ces activités que sous l'angle de leur valeur monétarisée (production)⁷⁹ – un chiffre de 1 USD/tonne CO₂ eq.⁸⁰ qui omet clairement les coûts de transaction et, ce qui est plus grave encore, les impacts sociaux, environnementaux et culturels. Cette approche a pour effet de créer l'illusion que le déplacement d'une petite exploitation agricole coûterait 30 fois moins cher que de s'opposer à un projet de nouvelle plantation dans les forêts naturelles...

Ceci aboutit à constituer une véritable chasse gardée pour les industriels du bois. En effet, sur la question de la « gestion durable des forêts », l'étude de la courbe de coût présente l'argumentation suivante : « L'alternative – à savoir l'arrêt pur et simple de l'exploitation forestière – aurait le même effet en termes de réduction des émissions carbone [qu'une gestion durable des forêts], mais impliquerait

des coûts d'opportunité bien plus élevés et marquerait la fin de l'industrie des produits forestiers en Indonésie. »⁸¹ Cette affirmation péremptoire et dont McKinsey n'explique pas les hypothèses sous-jacentes aboutit à la conclusion que la poursuite de l'exploitation est nécessaire et ne compromettra pas les réductions d'émissions – l'un des principaux axes de réflexion proposés dans l'étude.

Les mesures préconisées pour l'Indonésie sont notamment les suivantes :

- Boisement et reboisement sur 10 millions d'hectares supplémentaires par le biais de plantations industrielles, sans préciser si elles doivent remplacer les forêts naturelles.⁸²
- Paiement de sommes considérables à titre d'indemnisation⁸³ pour repousser l'exploitation de l'huile de palme et l'industrie papetière en dehors des zones forestières dès lors que, grâce à l'amélioration des rendements, seule une augmentation marginale de surface serait nécessaire pour atteindre les objectifs gouvernementaux d'augmentation de la production.⁸⁴
- Recommandation d'une restriction de la définition des « forêts » aux zones présentant plus de 30 % de couvert forestier – ce qui aboutit en pratique à subventionner l'augmentation des émissions de GES. Le projet de stratégie REDD+ nationale, conjointement élaboré par l'Agence nationale indonésienne de planification du développement et le programme UN-REDD⁸⁵, considère un couvert de 10 % (seuil fixé par la FAO pour la définition des forêts) comme une zone « à haute densité carbone ».

« La simplicité et la clarté apparentes de la courbe des coûts marginaux de réduction [des GES], qui présente sous un format graphique, synthétique et compréhensible des données numériques pléthoriques et complexes conduisent souvent à négliger les précautions d'usage en accordant une confiance excessive aux courbes et à la hiérarchie des mesures de réduction suggérée [par McKinsey]. »

Paul Ekins, Fabian Kesicki, Andrew Z.P. Smith Marginal Abatement Cost Curves: a call for caution, Energy Institute, avril 2011

La courbe McKinsey – Une illusion d’optique

McKinsey a acquis une certaine notoriété dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique et des mesures REDD+ grâce à une courbe de coût des réductions d’émissions des GES développée par le cabinet en 2007 et mise à jour en 2009. Cette « courbe McKinsey » a eu une influence capitale en définissant les bases des discussions sur les différents mécanismes internationaux de réduction des émissions carbone. Depuis, d’autres courbes de coûts marginaux (ou MAC pour *marginal abatement cost*) inspirées du modèle McKinsey ont été élaborées, avec une influence significative sur les politiques de réduction des émissions des GES. Ces courbes proposent de classer et d’illustrer simplement les différentes mesures de réduction des émissions, généralement présentées sous la forme de rectangles dont la hauteur correspond au coût et la longueur au potentiel de réduction.

A première vue, cette approche offre de nombreux attraits, permettant notamment aux décideurs de se focaliser sur les mesures les moins coûteuses et de se faire une idée du coût total d’un objectif donné de réduction. Mais comme toute présentation simpliste d’une réalité complexe, les courbes MAC peuvent dissimuler des risques significatifs, notamment en cas d’erreurs dans les hypothèses de départ et comparatifs de coûts.

Cela est particulièrement vrai lorsqu’il s’agit de chiffrer le coût des mesures des plans REDD+. Ainsi, lorsque les coûts réels liés au déplacement de l’agriculture vivrière sont sous-estimés par la non prise en compte des coûts de transactions et plus largement des impacts sociaux et environnementaux, tout en surévaluant le coût des mesures dirigées contre l’exploitation forestière (par exemple en exagérant la valeur économique de l’exploitation pour le pays), toute politique élaborée sur cette base aura logiquement tendance à favoriser les intérêts du secteur forestier aux dépens des petits exploitants agricoles. Au-delà des éventuelles répercussions sociales néfastes qu’elles impliquent, de telles politiques peuvent s’avérer impossibles à mettre en œuvre, économiquement irrationnelles et inefficaces dans la réalisation de leurs objectifs d’atténuation.

McKinsey prétend s’appuyer « sur des faits pour la clarté, la transparence et le consensus qu’ils apportent », mais refuse catégoriquement de divulguer les données et hypothèses qui sous-tendent ses calculs.⁸⁶ En appliquant strictement ses droits de propriété intellectuelle sur les données, McKinsey fait en sorte qu’il soit absolument impossible au monde

extérieur de savoir comment il arrive aux différentes estimations de coûts attribuées à chaque mesure de réduction.⁸⁷ Ainsi, les paysans victimes d’une politique REDD+ prévoyant le déplacement des petites exploitations d’agriculture vivrière ne connaîtront jamais le raisonnement initialement appliqué pour considérer que cette politique était la moins coûteuse – ni *a fortiori* qu’elle était acceptable.

En appliquant strictement ses droits de propriété intellectuelle sur les données, McKinsey fait en sorte qu’il soit absolument impossible au monde extérieur de savoir comment il arrive aux différentes estimations de coûts attribuées à chaque mesure de réduction.

D’autre part, l’utilisation d’émissions prévisionnelles soulève de multiples problèmes. Les courbes de coûts McKinsey s’appuient généralement sur des prévisions quant aux niveaux d’émission du pays concerné en 2020 ou 2030. McKinsey calcule, en se basant sur les tendances actuelles, les émissions probables à l’horizon envisagé, applique la mesure de réduction, puis détermine le montant correspondant de compensation REDD+. Il est évident que cette approche peut inciter à présenter des prévisions surestimées pour percevoir des compensations plus élevées. Ces risques sont clairement illustrés par les cas étudiés dans ce rapport et notamment ceux de la RDC et de la PNG, dont les prévisions de rendements forestiers découlent directement des conseils de McKinsey.

Les courbes de coûts pour REDD+ ne sont pas de nature – et n’ont pas vocation – à intégrer le tissu de valeurs sociales et environnementales associées aux forêts tropicales, au-delà du seul potentiel en matière de séquestration et de stockage carbone. Les courbes MAC assimilent les forêts tropicales à une *technologie* de réduction des émissions, au lieu de les envisager comme des écosystèmes extrêmement complexes, offrant une infinie richesse tant du point de vue de la biodiversité que des multiples services économiques et culturels qu’ils rendent à l’humanité.

C’est en raison de ce défaut de compréhension élémentaire – et d’erreurs fondamentales dans la comptabilisation carbone – que les décideurs se détournent bien souvent des politiques de protection des forêts naturelles, en faveur, notamment, de programmes de plantations et de l’exploitation industrielle. Tant que ces erreurs et lacunes ne seront pas corrigées, toute utilisation de la courbe MAC dans l’élaboration de politiques forestières sera trompeuse, voire dangereuse.

La destruction industrielle des forêts fait disparaître des pans entiers de la faune et de la flore et de multiples écosystèmes, compromet durablement la survie de nombreuses communautés et libère des quantités considérables de gaz à effet de serre dans l’atmosphère. L’influence néfaste de McKinsey sur les plans REDD+ pourrait aggraver ces impacts dévastateurs en Indonésie (photo) et dans d’autres pays de zones de forêts tropicales.

© Chedar Anderson / Greenpeace

CALCULS



SECRETS

INCROYABLE

La courbe de coût du cabinet de conseil international McKinsey a eu une influence capitale en définissant les bases des discussions sur les différents mécanismes internationaux de réduction des émissions carbone.

McKinsey conseille les gouvernements des pays forestiers sur les moyens de réduire les émissions causées par la déforestation. Pourtant, il garde le secret sur la plupart des hypothèses sous-jacentes à ses travaux au nom du secret commercial... Ces courbes de coût douteuses étant au cœur de son conseil, on peut légitimement

DOUTER DE LA FIABILITÉ DES PLANS REDD+ INSPIRÉS DE L'APPROCHE MCKINSEY.

Courbe des COÛTS MARGINAUX de réduction COST CURVE

Coût des mesures de réduction en € par tonne de CO₂ eq.

60

40

20

0

-20

-40

-60

-80

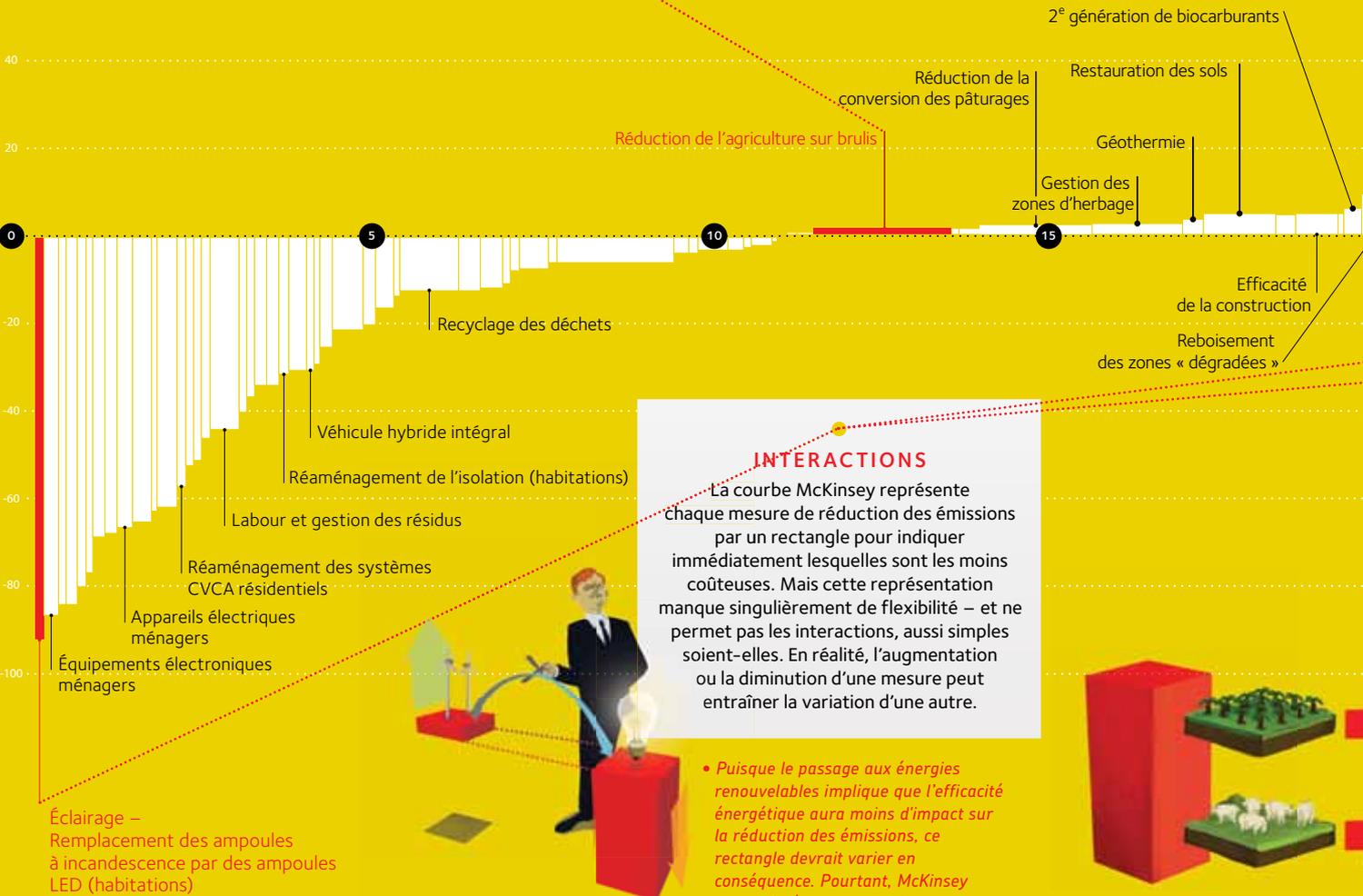
-100

DONNÉES TROMPEUSES

La hauteur des rectangles représente le coût des mesures de réduction des émissions de CO₂. Or, il s'agit là de données trompeuses dans la mesure où la courbe n'inclut que les coûts d'opportunité – à savoir les coûts associés au renoncement à l'activité concernée – **EN IGNORANT D'AUTRES ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS** tels que les coûts de transaction, d'implémentation, de contrôle et de formalités légales.



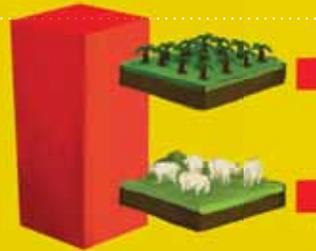
• La diminution des pratiques agricoles sur brûlis peut menacer les modes de subsistance des agriculteurs vivriers. Pourtant, le coût estimé de cette mesure n'inclut pas les impacts économiques (et encore moins sociaux) de la sédentarisation de leur activité.



INTERACTIONS

La courbe McKinsey représente chaque mesure de réduction des émissions par un rectangle pour indiquer immédiatement lesquelles sont les moins coûteuses. Mais cette représentation manque singulièrement de flexibilité – et ne permet pas les interactions, aussi simples soient-elles. En réalité, l'augmentation ou la diminution d'une mesure peut entraîner la variation d'une autre.

• Puisque le passage aux énergies renouvelables implique que l'efficacité énergétique aura moins d'impact sur la réduction des émissions, ce rectangle devrait varier en conséquence. Pourtant, McKinsey a supprimé cette connexion.





INCROYABLE

En entretenant le secret autour de ses données, McKinsey interdit à la communauté scientifique et aux décideurs politiques l'accès aux hypothèses fondant ses différentes estimations des coûts et réductions potentielles et se protège par là-même de toute contestation.

LES TRAVAUX DE MCKINSEY DEMEURENT TOTALEMENT OPAQUES ET HORS DE TOUT EXAMEN PUBLIC.



UNE IMAGE FIGÉE

Les courbes de coût de McKinsey se limitent à une seule année, généralement 2030 et ne fournissent pas de tendances d'évolution, même lorsqu'elles sont prévisibles.

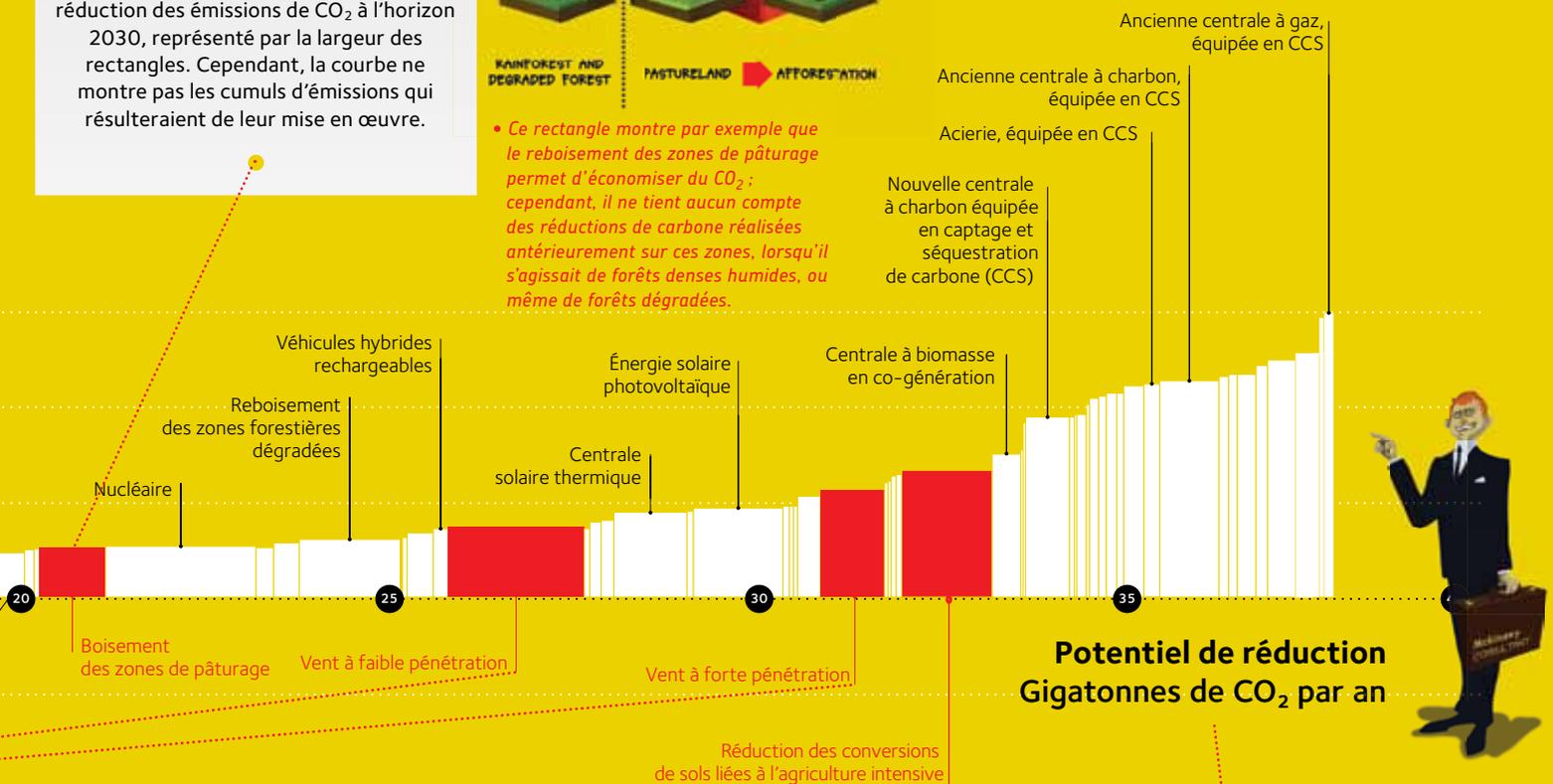
LA COURBE DE MCKINSEY NE TIENT PAS COMPTE DES PROBABLES ÉVOLUTIONS IMPORTANTES AVANT ET APRÈS 2030.

ÉMISSIONS ÉVITÉES

Les courbes de coût de McKinsey associent à chaque mesure un potentiel de réduction des émissions de CO₂ à l'horizon 2030, représenté par la largeur des rectangles. Cependant, la courbe ne montre pas les cumuls d'émissions qui résulteraient de leur mise en œuvre.



• *Ce rectangle montre par exemple que le reboisement des zones de pâturage permet d'économiser du CO₂; cependant, il ne tient aucun compte des réductions de carbone réalisées antérieurement sur ces zones, lorsqu'il s'agissait de forêts denses humides, ou même de forêts dégradées.*



**Potentiel de réduction
Gigatonnes de CO₂ par an**

UNE FAUSSE IMPRESSION DE FIABILITÉ

McKinsey présente les coûts de réduction future des émissions forestières comme des chiffres totalement fiables. Pourtant, en raison de marges d'erreur significatives, et parfois même plus importantes que les différences de coûts entre les mesures, on ne peut prédire de manière réaliste laquelle sera la moins coûteuse. En effet, les coûts peuvent varier en fonction de multiples facteurs (lieux, changements dans l'utilisation du sol, politiques, phénomènes de marché, etc.).

• *La réduction des conversions de sols liées à l'agriculture intensive ne tient pas compte des différents types de production possible.*

• *Rien ne permet de prédire ce que coûteront les produits de base en 2030. La courbe de McKinsey ne répercute pas cette marge d'incertitude.*



ABSENCE DE CERTAINS AVANTAGES

L'axe des abscisses (x), qui représente le potentiel de réduction de CO₂ de chaque mesure, ignore un certain nombre d'autres avantages ou coûts qui doivent pourtant, au-delà des seules émissions de CO₂, être pris en compte dans l'élaboration des plans REDD+ et ont en outre des implications sur d'autres politiques nationales.

• *Par exemple, les forêts tropicales fournissent aux populations qui y vivent de multiples types de ressources essentielles – nourriture, habitat, moyens de subsistance et médicaments – autant d'aspects indispensables dont McKinsey ne tient pas compte.*





La forêt vierge d'Indonésie, menacée d'être défrichée et brûlée pour faire place à des plantations.
© Daniel Beltrá / Greenpeace



Ces terres, situées à Pundul, sur la partie indonésienne de Bornéo, ont été défrichées et vidées de leurs populations et animaux pour permettre la plantation de monocultures de palmier à huile et l'établissement d'une usine de transformation. L'essentiel du carbone qui était stocké dans cette forêt tropicale et dans le sol est donc maintenant dans l'atmosphère.
© Daniel Beltrá / Greenpeace

Qu'est ce qui cloche avec la méthodologie McKinsey ?

1. Le carbone forestier : des calculs ineptes

La fiabilité des mesures carbone, en application d'une méthodologie transparente et vérifiable, est l'une des conditions du succès de REDD. Cependant les systèmes de comptabilisation du carbone forestier sont complexes et demeurent l'objet de multiples controverses et discussions. Il est donc crucial que les stratégies REDD explicitent précisément les modes de calculs des réductions d'émissions, afin que ces dernières puissent être évaluées et vérifiées de manière indépendante.

Or, McKinsey refuse de dévoiler les travaux liés au développement de sa courbe de coûts – dissimulant ainsi ses calculs de réductions carbone et interdisant toute vérification. Chaque action potentielle – telle que la réduction de l'exploitation forestière industrielle ou l'établissement de plantations – se voit attribuer un coût par tonne de carbone évitée et est évaluée sous l'angle de son potentiel de réduction totale ; cependant, aucun élément n'indique comment ces résultats ont été obtenus. Les chiffres semblent sortis d'un exercice de divination...

La méthodologie de comptabilisation carbone de la courbe de coûts est problématique à de nombreux égards.

a. Stocks et flux de carbone dans les plantations

Les études McKinsey se focalisent presque exclusivement sur les flux de carbone (émissions et absorption), généralement envisagés en deux points statiques dans le temps, à savoir les émissions actuelles et les flux nets en 2030.⁸⁸ Elles ne décrivent pas comment les stocks de carbone – à savoir le carbone stocké dans les forêts et les sols – sont susceptibles de changer au fil du temps. Cette lacune rend impossible l'interprétation des chiffres fournis pour les programmes de « boisement et reboisement » (c'est à dire les plantations), notamment.

Rien n'indique clairement si le stock carbone existant dans les zones concernées par les plantations envisagées a été ou non pris en compte. Ainsi, l'étude pour la RDC recommande la mise en œuvre de programmes de boisement dans des zones de « savanes arbustives ou mosaïques savanes-forêts ».⁸⁹ Or, sans données sur le carbone déjà séquestré dans ces écosystèmes, il est impossible de calculer si l'intégration de plantations dans ces régions aura effectivement pour effet de réduire les émissions – et si oui, dans quelle mesure. Pourtant le même rapport présente les émissions de l'exploitation forestière sous forme de chiffres nets – en d'autres termes, il s'appuie sur l'hypothèse d'une régénération, qui aura pour effet de minimiser l'impact global sur les émissions. Appliquées conjointement, ces deux approches conduisent inévitablement à surévaluer le potentiel d'atténuation des plantations et à sous-évaluer au contraire les impacts négatifs de l'exploitation industrielle – viciant ainsi significativement la valeur des solutions proposées.

Des incohérences similaires ressortent de l'annexe 13 du même rapport, une étude de cas dérivée d'un projet agro forestier qui prétend que la séquestration carbone d'une plantation correspondrait à environ 150 tonnes de carbone stockée par hectare⁹⁰ – un chiffre équivalent au carbone séquestré par les forêts primaires laissées intactes dans la région⁹¹. Ces plantations étant vouées, selon le document, à la production de bois de chauffe et de bois d'oeuvre, ce chiffre apparaît d'autant plus extravagant.

b. Une précision irréaliste

La courbe McKinsey génère des prévisions d'une précision suspecte. Par exemple, les réductions estimées à l'horizon 2030 pour l'Indonésie offrent un niveau de précision à deux décimales près – ce qui a pour conséquence de donner une impression trompeuse de rigueur et de fiabilité.⁹²



Les nombreuses erreurs et les partis pris de l'approche McKinsey suggèrent un manque total de compréhension des principes fondamentaux de la comptabilisation carbone. En effet, les documents McKinsey reflètent une confusion caractérisée entre émissions nettes et brutes, négligent de prendre en compte les impacts sur les stocks carbone et s'avèrent systématiquement incapables de justifier d'une méthodologie solide et transparente de comptabilisation carbone – ce qui compromet sérieusement leur crédibilité.

PLANTATIONS – AMALGAME ET CONFUSION

Les documents émanant du gouvernement indonésien confondent différents types de plantations et envisagent les plantations commerciales comme des projets de « séquestration et d'augmentation des puits de carbone »

L'un des axes de réflexion majeurs des études pour la RDC, la PNG et l'Indonésie concerne les plantations, apparaissant sous la rubrique « boisement et reboisement ». Certes les études ne recommandent pas explicitement de remplacer les forêts naturelles par des plantations, mais elles intègrent les plantations dans les chiffres de réduction des émissions, dissimulant ainsi la déforestation actuellement pratiquée.

Les estimations des courbes de coût reposent sur l'idée de plantations de « conservation »⁹³ ou programmes de « boisement à des fins de séquestration carbone »⁹⁴ c'est à dire des plantations non destinées à la récolte. En réalité, la seule utilité économique de ces plantations est d'attirer les crédits REDD+. Ce type de programme consisterait à offrir aux pays en développement des incitations financières pour transformer de larges surfaces utiles et riches en biodiversité en plantations totalement inefficaces – tout en continuant à abattre les forêts naturelles.

Par ailleurs, cela pourrait également conduire à utiliser les subsides REDD+ pour financer des plantations de palmiers à huile et les plantations de l'industrie papetière – qui présentent de faibles performances de séquestration carbone.⁹⁵ Comme nous l'avons souligné, les documents émanant du gouvernement indonésien confondent différents types de plantations et envisagent les plantations commerciales comme des projets de séquestration et « d'augmentation des puits de carbone »⁹⁶ – une possibilité retenue dans les courbes de coûts pour l'Indonésie et la PNG. Il est ainsi suggéré pour la PNG que si les mesures de reboisement incluait des plantations forestières, « de plus amples recherches et analyses » seraient nécessaires pour calculer le potentiel de réduction.⁹⁷ Il n'est donc pas exclu que le financement REDD+ puisse servir aux plantations commerciales.

Bien que ne figurant pas parmi les principales études de cas abordées dans ce document, la mission de McKinsey auprès du gouvernement brésilien offre un exemple particulièrement évocateur. En effet, le rapport McKinsey suggère d'intégrer tant des « activités forestières commerciales » telles que la « production de bois destiné à l'industrie papetière » que des « initiatives de reboisement à partir d'essences natives... à des fins non commerciales »⁹⁸ dans le cadre de programmes de plantation REDD+.

2. De graves carences liées à l'inadéquation ou l'absence des données

Au-delà de la culture du secret entretenue par McKinsey, il est troublant de constater que dans certains cas, les données prétendument utilisées par McKinsey pour produire des recommandations sont tout simplement inexistantes.

Ainsi l'étude pour la RDC fournit un tableau qui établit un niveau de fiabilité correspondant à l'analyse des différents facteurs d'émissions.⁹⁹ Dans le cas de l'exploitation illégale et de la collecte du bois de chauffage, l'analyse se voit attribuer le niveau de fiabilité maximale, malgré l'absence « de données exactes disponibles ». On voit difficilement quelles hypothèses et quelles analyses ont pu être faites en l'absence de ces données. Par ailleurs, les conclusions sur l'exploitation industrielle sont particulièrement douteuses, compte tenu des faibles niveaux de gouvernance, de contrôle et d'application de la loi et de la corruption massive sévissant dans le secteur forestier en RDC.

De la même manière, le scénario de développement proposé pour le Guyana néglige pour une large part l'approche pragmatique fondée sur des faits, en faveur de simples conjectures. La *Stratégie de développement à faible intensité de carbone* propose un développement agricole et forestier intensif, notamment dans de larges zones vraisemblablement inappropriées pour ce genre d'activités. Janette Bulkan, spécialiste des forêts du Guyana, souligne l'« extrême infertilité de la plupart des sols dans l'arrière-pays »¹⁰⁰ qui auraient donc « nettement moins de chances que chez son voisin brésilien d'être transformés en terres agricoles financièrement rentables et écologiquement durables ».

Le *Plan d'action provisoire* de Papouasie Nouvelle Guinée, négligeant de la même manière les données et preuves les plus élémentaires pour soutenir ses hypothèses et propositions, suggère que les mesures d'augmentation des rendements et d'accès au marché de l'agriculture vivrière peu intensive permettraient d'économiser 9 à 15 millions de tonnes de CO₂ eq. par an d'ici 2030,¹⁰¹ tout en reconnaissant qu'« il n'existe aucun élément de preuve démontrant l'exactitude de cette estimation ».

D'autres études utilisent des données relatives à des pays d'autres continents pour tenter de construire une argumentation en faveur des interventions REDD+ préconisées par McKinsey. Ainsi la *Stratégie de développement compatible avec le climat* pour la Papouasie Nouvelle Guinée s'appuie sur des éléments relatifs à des pays africains pour soutenir ses propositions d'« expansion agricole », au mépris des différences écologiques et culturelles qui doivent être prises en compte pour les paysans de PNG.¹⁰² Le document prétend que des « Annexes techniques contenant des données et analyses sont disponibles sur demande adressée au Département de l'Environnement et de la Conservation »¹⁰³ ; pourtant, les demandes de Greenpeace à cet effet sont restées vaines.

Ces exemples indiquent que les rapports ne s'appuient pas sur des preuves tangibles, et présentent de simples hypothèses comme des politiques fermes en s'appuyant sur des données inappropriées – quand elles ne sont pas tout simplement inexistantes.



Les sociétés productrices d'huile de palme étendent régulièrement leurs plantations au mépris des lois environnementales. Les plans inspirés de la courbe des coûts de McKinsey pourraient aboutir à l'octroi de financements REDD+ à destination de ces producteurs.
© Natalie Behring-Chisholm / Greenpeace

3. Calculs des niveaux de référence : des hypothèses relevant de la manipulation

L'établissement de niveaux de référence, à l'aune desquels l'efficacité des stratégies REDD nationales sera évaluée, constitue un élément essentiel des plans REDD en cours d'élaboration. Certains pays envisagent ainsi le versement de compensations financières pour des réductions d'émissions relatives à un scénario prévisionnel. Dans cette logique, le niveau de ce scénario prévisionnel détermine bien entendu les montants qu'un pays peut espérer obtenir : plus le scénario des émissions futures est élevé, plus les montants potentiellement perçus le sont également.

Aucune des analyses de McKinsey n'utilise les chiffres actuels ou historiques comme niveau de référence. Au lieu de cela, les études sur la RDC, la PNG et l'Indonésie s'appuient sur des prévisions de ce que *pourraient* être les niveaux d'émissions à l'horizon 2030 sans intervention REDD+, dans l'hypothèse où les conditions actuelles se poursuivraient telles qu'elles. Ainsi, McKinsey crédite la stratégie REDD+ de la prévention d'émissions non avenues – qui n'auraient peut-être jamais eu lieu de toute façon.

Prenons l'exemple du rapport RDC : le scénario « business as usual » d'exploitation forestière prévoit une augmentation des rendements de 3-5 m³/ha actuellement à 15 m³/ha d'ici 2030¹⁰⁴, puis suggère que la limitation de cette croissance à 10 m³/ha permettrait de réduire les émissions.¹⁰⁵ En pratique, ceci consisterait à rémunérer les entreprises (à hauteur de 2 à 2,5 euro par tonne de CO₂)¹⁰⁶ alors même qu'elles doubleraient voire tripleraient leurs taux de prélèvement actuels, et alors même que rien n'indique que ces entreprises auraient atteint le niveau de prélèvement de 15 m³/ha en l'absence d'un plan REDD.

Le *Plan d'action provisoire* de la PNG se base sur une augmentation annuelle de 2 % des prélèvements de bois d'ici à 2030¹⁰⁷. Ceci contraste étrangement avec un rapport du *Overseas Development Institute* qui indique que les ressources de bois facilement accessibles de Papouasie Nouvelle Guinée pourraient être bientôt totalement épuisées si les niveaux actuels d'exportation sont maintenus¹⁰⁸. Si les niveaux de référence de McKinsey étaient retenus, le gouvernement de Papouasie Nouvelle Guinée pourrait prétendre à des crédits REDD+ pour des réductions résultant en réalité d'un déclin inexorable des ressources. En d'autres termes, il serait récompensé de ne pas avoir abattu d'arbres... qui en fait n'existent plus !

En Indonésie, les prévisions « *business as usual* » de la courbe de coûts indiquent que « le programme gouvernemental d'augmentation de la production de bois destiné à l'industrie papetière et d'huile de palme nécessitera la conversion de 11 à 15 millions d'hectares de zones forestières »¹⁰⁹, ce qui permet, de manière très opportune, au gouvernement indonésien de faire valoir de fausses réductions d'émissions, en présentant des programmes artificiellement exagérés, pour ensuite les annuler. De récents travaux de Greenpeace montrent en réalité qu'il serait possible d'atteindre les objectifs gouvernementaux de production de bois à pâte et d'huile de palme sans étendre la surface des plantations existantes, en mettant en œuvre les meilleures pratiques pour améliorer la productivité tout en prévenant l'expansion dans les zones forestières.¹¹⁰ De même, la *Stratégie de Développement à faible intensité de carbone* du Guyana calcule la valeur des émissions « perdues » sur la base de la « valeur économique pour le pays » d'un scénario théorique de déforestation économiquement rationnel de 4,3 % par an¹¹¹ ce qui, de l'aveu même de ses auteurs et du gouvernement, est, en pratique, impossible.



4. Des perspectives faussées pour privilégier les intérêts industriels

Les études McKinsey ont systématiquement recours à des « ficelles » dans la présentation des données pour protéger ou promouvoir les intérêts de la filière bois et de l'agriculture intensive au détriment de l'agriculture vivrière. La méthodologie de la courbe de coûts contient des hypothèses implicites sur la valeur relative de ces différentes activités (exploitation du bois, agriculture industrielle et petite agriculture vivrière). Il en résulte une surestimation systématique du potentiel de réductions des mesures ciblant l'agriculture peu intensive, combinée à une sous-estimation des coûts correspondants, par rapport aux programmes destinés à lutter contre les vecteurs commerciaux de déforestation.

Ainsi, pour l'Indonésie, la RDC et la PNG, McKinsey calcule le coût des mesures de réduction des émissions de la déforestation et la dégradation des forêts sur la base théorique d'un « coût d'opportunité pour le pays » qui exclut les « coûts de transaction, de communication et d'information »,¹¹² c'est-à-dire les coûts de mise en œuvre effective d'un programme de réduction des émissions. Ceci tend à créer une présentation trompeuse des coûts et des avantages des différentes alternatives. En RDC, McKinsey va jusqu'à aligner explicitement le coût des mesures de réduction des émissions sur « la diminution des marges de l'exploitant »¹¹³. Comme l'indiquent les examinateurs de la Banque mondiale chargés d'analyser le R-PP de la RDC, « [les coûts de transaction et d'implémentation] peuvent avoir pour effet une majoration significative des coûts totaux et une minoration du potentiel de réduction, tout en allongeant les délais d'implémentation de la stratégie REDD+ ». ¹¹⁴

Cela a des implications particulières pour les programmes portant sur la petite agriculture vivrière et la collecte de bois de chauffage, car ces programmes s'accompagnent généralement de coûts très élevés d'implémentation. La non-prise en compte des coûts et difficultés liés à la communication – alors même que ces programmes concernent des populations importantes situées dans des zones enclavées – et des bénéfices et ressources provenant des forêts, mais non monétarisés, aboutit à sous-estimer le coût financier et social des programmes tout en surestimant leur efficacité potentielle.

En revanche, le coût des réductions d'émissions réalisées par l'expansion freinée des plantations est chiffré selon le coût d'opportunité théorique calculé sur la base de la valeur de la production perdue. Dans ce cas, le coût d'opportunité maximal – près de 30 USD/tonne de CO₂ ou 20 000 USD/ha¹¹⁵ – repose sur l'hypothèse selon laquelle les plantations non établies en zones forestières ne le seront pas ailleurs,¹¹⁶ alors même qu'il est admis que cette expansion pourrait être déplacée dans des zones non forestières à un coût inférieur.¹¹⁷ L'étude fixe en réalité à un niveau excessif le coût de la limitation de l'expansion des plantations – et présente comme presque inexistant le coût des mesures de restriction des petites exploitations.

Par ailleurs, le recours partiel au concept de coût d'opportunité fausse les priorités de la courbe de coût. Alors que les « leviers REDD » (développement de la petite agriculture et des plantations industrielles) sont basés sur le coût d'opportunité – défini ici comme le coût économique théorique de l'activité perdue – d'autres facteurs, tels que la prévention des incendies



DE GROSSIÈRES ERREURS DE CALCUL...

« Nous gagnons la confiance de nos clients en leur offrant des gages permanents de qualité de service, de professionnalisme et d'engagement à toute épreuve. Chacun des membres de notre équipe a la responsabilité de gagner et de conserver cette confiance par le caractère irréprochable de son comportement et la qualité de son travail. »²⁰⁵

McKinsey

Outre les exemples d'absence pure et simple, ou de manipulation des données, les études McKinsey sont truffées de grossières erreurs mathématiques et d'approximations.

Ainsi dans le rapport sur la RDC, la proportion de dégradation forestière attribuée à la « croissance urbaine/industrie » est de 55 % (12 à 13 millions d'hectares). Or, la part attribuée

au bois de chauffe, l'un des composants de ce facteur « croissance urbaine/industrie » est de 58 %, pour une surface équivalente (12 à 13 millions d'hectares).

Le rapport sur le Guyana chiffre la surface totale de forêts du pays à 15 millions d'hectares²⁰⁶ puis à 16,3 millions d'hectares.²⁰⁷

Dans le rapport sur l'Indonésie, McKinsey fait une erreur sur

la masse moléculaire du CO₂, indiquant que les forêts denses humides d'Indonésie auraient « une capacité totale de stockage du carbone aérien de 15 gigatonnes (Gt), équivalant à 60 Gt de CO₂ s'il était intégralement dégagé dans l'atmosphère ». ²⁰⁸ Une tonne de carbone est en réalité équivalente à 3,66 tonnes de CO₂. 15 Gt de carbone donnent donc environ 55 Gt de CO₂.

En haut à gauche – Exploitation industrielle : empilements de grumes d'une usine d'APP (Asia Pulp and Paper) à Perawang, Indonésie, sur un site anciennement occupé par la forêt tropicale.
© Daniel Beltrá / Greenpeace

En haut à droite – Activité vivrière : pêcheur sur un bateau posant ses filets dans une zone d'apiculture à Semangit, Kalimantan Ouest (Indonésie).
© Vinai Dithajohn / Greenpeace

ou le reboisement s'accompagnent, eux, de coûts d'implémentation. La courbe de coûts prétend comparer des résultats obtenus selon des méthodes différentes et clairement incompatibles.

Ce point de vue biaisé a pour effet de mettre en valeur des programmes portant sur les couches les plus pauvres et les moins influentes de la société et sur les facteurs de déforestation les moins connus et les plus mal compris, tout en présentant comme bien plus onéreuses – et donc bien moins attractives – les mesures ciblant les activités commerciales les plus génératrices de déforestation. Plus qu'une imperfection technique, il s'agit là d'un parti pris systématique ayant de profondes implications sociales.

5. Des capacités et infrastructures de contrôle marquées par un optimisme déplacé

L'étude sur la RDC relève deux leviers clés d'implémentation REDD+ – les « facilitateurs de participation », à savoir notamment les systèmes élémentaires de contrôle offrant des outils fiables de mesure, reporting et vérification (MRV) des activités REDD+ et les mécanismes de partage des revenus, et les « facilitateurs de politique » nécessitant une réforme juridique et institutionnelle rapide.¹¹⁸ Or, au vu de la lenteur de la réforme forestière entreprise dans le pays,¹¹⁹ de l'absence totale de gouvernance¹²⁰ et de la corruption endémique qui sévissent dans le secteur¹²¹ et de l'incapacité à redistribuer équitablement les revenus de l'exploitation,¹²² cela semble particulièrement optimiste.

L'ampleur même des enjeux et difficultés en matière de contrôle, reporting et vérification, de renforcement de capacité et de gouvernance dans de nombreuses nations en développement est à peine prise en compte dans les études réalisées par McKinsey. Cette absence ou insuffisance de prise en compte soulève de nouvelles interrogations quant à la valeur des services de conseil de McKinsey.

Ainsi, lors d'une présentation de l'étude RDC de McKinsey, le ministre de l'environnement reconnaissait qu'il « serait aujourd'hui impossible d'implémenter des mesures REDD au Congo étant donné la capacité limitée du pays à absorber les investissements nécessaires ». ¹²³ Or, peu d'éléments indiquent que la courbe des coûts tient effectivement compte de ces problèmes de capacité d'un point de vue financier, et encore moins sous l'angle de l'intérêt pratique relatif des différents leviers. En effet, l'étude sur la RDC semble totalement ignorer l'ampleur des difficultés, envisageant de « finaliser » la réforme institutionnelle¹²⁴ comme si le processus était déjà plus ou moins opérationnel et mentionnant presque incidemment le besoin de mettre en place des organes MRV disposant de ressources financières et humaines appropriées.¹²⁵

Les mêmes reproches peuvent être faits aux plans MRV inclus dans le Programme conjoint national UN-REDD de Papouasie Nouvelle Guinée, dans lequel McKinsey semble avoir été impliqué. Ces plans ont été dénoncés par le comité indépendant de revue technique du programme conduite par la Banque mondiale, les qualifiant de « totalement incapables d'offrir la précision requise » et « très irréalistes ». ¹²⁶

L'impact des services de conseil de McKinsey

1. Une incapacité à s'attaquer aux vrais facteurs de déforestation

Les rapports pays de McKinsey permettent non seulement de détourner l'attention en faisant oublier les facteurs commerciaux et industriels de déforestation, mais manquent purement et simplement à leur mission élémentaire en n'incluant aucune mesure de réduction ou d'interruption totale des activités destructrices.

Au Guyana, par exemple, aucune nouvelle proposition n'est faite pour lutter contre le principal facteur de déforestation du pays que constitue l'extraction minière. Le site Web du programme national *Stratégie de développement à faible intensité carbone* présente les Q&R suivantes :

Q : La stratégie impliquera-t-elle un arrêt des activités minières et forestières ?

A : Non, nous n'imposerons pas la cessation des activités minières et forestières. Cependant, ces industries devront garantir leur stricte conformité à un ensemble de normes définies en vertu des lois sur l'exploitation minière et forestière et l'environnement et de la Stratégie de développement à faible intensité carbone.¹²⁸

En d'autres termes, la stratégie pour le Guyana consisterait à ne lutter contre les facteurs de déforestation qu'en faisant appliquer des réglementations déjà existantes.

Bien que reconnaissant le rôle significatif de l'extraction minière dans la déforestation dans les études pour la PNG¹²⁹ et la RDC¹³⁰, les solutions proposées dans ces études n'incluent pas la réduction de l'exploitation minière en zone forestière. La mesure est jugée trop onéreuse en RDC¹³¹ et elle est purement et simplement omise dans la courbe de coûts pour la PNG.¹³² Dans le *Plan d'action provisoire* de la Papouasie Nouvelle Guinée, l'exploitation minière est dénoncée comme une source significative d'émissions, « incluant le dépérissement de la forêt causé par les déversements d'Ok Tedi »¹³³ – faisant ainsi référence à une mine de cuivre dont les déchets toxiques ont contaminé quelque 1 300 km² au sud-ouest du pays.¹³⁴ Pourtant, la courbe des coûts n'inclut pas le coût externalisé des dommages environnementaux et de la perte des bénéfices non monétarisés des forêts, au-delà de leurs seules capacités de stockage du carbone. Cette approche protège les intérêts du secteur minier en surestimant sa valeur pour lui permettre de poursuivre les activités comme si de rien était.

Certes, les études sur la RDC et la PNG s'efforcent de traiter les facteurs de déforestation, mais uniquement dans des conditions bien définies de choix des leviers de réduction ayant le moins d'impact sur les activités des secteurs concernés. La *Stratégie de développement compatible avec le climat* de la PNG décrit l'approche sous-jacente en ces termes :

« Pour chaque facteur de déforestation et de dégradation des forêts, de multiples options de mitigation sont possibles, à savoir sa disparition totale par la cessation de l'activité concernée ou la mitigation partielle passant par une réduction de l'intensité carbone de l'activité. Dans ce rapport, notre approche a consisté à analyser les mesures de réduction largement compatibles avec une poursuite du développement dans le secteur concerné. »¹³⁵

La courbe de coûts de l'Indonésie est étrangement silencieuse sur le développement de tourbières dans des zones non forestières. Le rapport cite la prévention des incendies, la gestion de l'eau et la réhabilitation des tourbières comme axes privilégiés de réduction des émissions causées par la tourbe.¹³⁶ Ceci revient à encourager la poursuite de l'expansion des plantations sur les zones de tourbières, avec les émissions correspondantes liées au drainage, au retournement et à la compression de la tourbe.

Si l'on ajoute à cela les méthodologies de comptabilisation carbone et les niveaux prévisionnels retenus, qui privilégient systématiquement les mesures de déplacement des activités agricoles vivrières plutôt que des programmes de lutte contre l'impact des exploitations et plantations industrielles, on comprend pourquoi les stratégies REDD+ inspirées par McKinsey confortent et rassurent de nombreuses filières industrielles hautement destructrices.

2. Le principe du pollueur payé

RDC : dans le cas où l'intensité de coupe ne dépasserait pas 5 m³/hectare (la limite haute des estimations actuelles) d'ici à 2030, le plan McKinsey aboutirait au paiement de « compensations » nettes d'environ 750 millions d'euros sur cette période.¹³⁷ Pas moins d'un milliard d'euros serait alloué à l'industrie de l'huile de palme pour la localisation en dehors de forêts de concessions qui n'ont pas encore été octroyées.¹³⁸

Indonésie : Le coût prévisionnel du déplacement des plantations pour la production d'huile de palme et l'industrie papetière est estimé à 11 milliards d'USD par an jusqu'en 2030¹³⁹ – correspondant à des compensations financières payées pour stopper une expansion totalement inutile dans les zones forestières.

« [Nous] apportons l'innovation dans les pratiques de gestion de nos clients ... Nos clients ont besoin d'informations qui leur offre une nouvelle vision stratégique. » –

McKinsey & Co¹²⁷

Non seulement les rapports McKinsey sont totalement inefficaces dans la lutte contre les facteurs majeurs de déforestation, mais ils récompensent également les secteurs et intérêts qui en sont responsables...



En bas à gauche : Cette usine de production d'huile de palme, dans la Province de Riau en Indonésie, est aujourd'hui entourée de plantations de palmier, qui ont remplacé la forêt.
© Oka Budhi / Greenpeace

En haut à gauche : La forêt dense humide a été déboisée pour faire place à cette mine d'or à ciel ouvert en Papouasie Nouvelle Guinée.
© Glen Barry / Greenpeace

En haut à droite : Scierie industrielle située au Cameroun, appartenant à la Société d'Exploitations Forestières et Agricoles du Cameroun (SEFAC), l'un des multiples exploitants opérant dans le pays. La SEFAC commet régulièrement de graves infractions à la législation forestière locale et agit dans le mépris le plus total des droits des populations locales.
© Kate Davison / Greenpeace

Guyana : Le projet hydroélectrique d'Amaila Falls est l'un des principaux programmes présenté par la **Stratégie de Développement à faible intensité carbone (LCDS)** pour financement par les subsides REDD+.¹⁴⁰ Selon une récente étude, les coupes réalisées pour construire la centrale et les routes d'accès auraient un impact considérable sur les forêts : 750 000 tonnes de biomasse devraient être prélevées du site du barrage¹⁴¹ et 110 km de routes d'au moins 8 m de large seront construits dans la forêt primaire.¹⁴² Il est précisé que 750 000 tonnes de biomasse équivalent, en émissions, à 1,3 millions de tonnes de CO₂,¹⁴³ et que l'ouverture de ces routes d'accès est susceptible d'encourager « l'installation imprévue de populations, les activités d'exploitation forestières et des feux de forêt ». ¹⁴⁴ Jusqu'à 60 millions USD des financements REDD+ norvégiens – destinés à réduire les émissions dues à la déforestation – pourraient bien, en réalité, être consacrés à la construction de ce barrage.¹⁴⁵

3. L'impact sur les forêts naturelles

Les plans inspirés de McKinsey pour la Papouasie Nouvelle Guinée, la RDC, l'Indonésie et le Guyana n'ont pas vocation à faire cesser l'abattage des forêts naturelles et n'envisagent nullement la déforestation zéro comme un objectif à long terme. Ils sont en réalité conçus pour maximiser les réductions (supposément) moins coûteuses des émissions générées par les différents types d'exploitation des sols des pays en développement ET EN AUCUN CAS pour protéger les forêts naturelles, leurs stocks carbone et la valeur considérable de leur faune et leur flore.

L'étude sur la RDC fait reposer l'essentiel des efforts de réduction des émissions actuelles dues à la déforestation et à la dégradation des forêts sur les plantations.¹⁴⁶ En PNG, elle estime que la

déforestation liée aux concessions agricoles¹⁴⁷ et la dégradation due à l'exploitation forestière se poursuivront.

La courbe de coûts de l'Indonésie estime à environ 285 000 ha la surface de forêts abattues en 2030.¹⁴⁸ Le taux de déforestation actuel retenu dans le plan est d'environ 1,1 million d'hectares par an ;¹⁴⁹ dans l'hypothèse d'une diminution linéaire de la déforestation sur 20 ans et d'ici 2030, on peut estimer à 13,9 millions d'hectares la surface perdue de forêts naturelles – même dans le cas d'une implémentation totale du plan. Au Guyana, le plan ne prévoit quasiment pas de mesures destinées à réduire les taux de déforestation – les fonds étant consacrés à l'intensification agricole et à la construction d'un barrage.

Le parti pris consistant à cibler l'agriculture vivrière avant les facteurs industriels de déforestation consiste à faire porter en priorité les efforts de prévention de la déforestation et de la dégradation sur les domaines les moins bien compris, les moins efficaces et les plus difficiles à contrôler – ce qui revient à ne pas toucher aux causes industrielles et laisse peu d'espoir quant à l'efficacité réelle de la prévention.

La courbe de coûts McKinsey pour le Brésil vise au contraire la suppression complète de la déforestation à l'horizon 2030¹⁵⁰. Or, il convient de souligner que ce rapport a été rédigé après la fixation par le gouvernement brésilien d'un objectif de déforestation zéro. McKinsey s'est donc contenté de suivre les décisions louables prises par le gouvernement brésilien – une orientation qu'il a préféré ignorer dans ses missions menées dans d'autres pays du monde. A cet égard, McKinsey se situe clairement en-deçà des meilleures pratiques internationales dans son domaine.

La richesse des forêts va bien au-delà du simple stockage du carbone

1. Des habitats naturels et espèces menacés

Les documents REDD+ de McKinsey parlent peu des impacts potentiels de leurs propositions sur la biodiversité. Les mesures proposées dans ces documents pourraient avoir de graves implications pour les écosystèmes naturels et les services qu'ils rendent à l'ensemble de la planète. McKinsey applique une méthodologie ayant pour effet d'encourager les gouvernements qui font appel à ses services à adopter une politique de développement favorable au secteur industriel, quel qu'en soit le prix pour la biodiversité et les communautés locales.

Par exemple, sa proposition de soutien aux plans de lutte contre les changements climatiques en Papouasie Nouvelle Guinée cite les multiples variables à prendre en compte mais ne mentionne nullement la nécessité de procéder ne serait-ce qu'à une évaluation des impacts sur la flore et la faune des forêts.¹⁵¹ Pour McKinsey, une forêt n'est qu'un puits de stockage de carbone attendant d'être transformé en subventions.

En Indonésie, le développement continu de la production d'huile de palme et des plantations destinées à l'industrie papetière constitue une menace majeure pour la biodiversité. Il est assez effrayant de constater à la lecture du rapport qu'en raison de pertes déjà importantes de zones forestières à Java et Sumatra, la « déforestation se déplacera vers d'autres îles aux forêts encore largement intactes telles que certaines parties de Bornéo et de Papouasie ».¹⁵² L'île de Bornéo (Kalimantan pour sa partie indonésienne) abrite l'espèce menacée des ourang-outans de Bornéo¹⁵³ tandis que la Papouasie (partie indonésienne de l'île de Nouvelle Guinée) passe pour « l'ensemble le plus diversifié et biologiquement riche d'écosystèmes de la zone tropicale Pacifique » avec près de la moitié de la biodiversité totale d'Indonésie.¹⁵⁴

Le reboisement intensif (ou la conversion en plantations) de forêts « dégradées » et le rétablissement commercial d'anciennes plantations sont préconisés en RDC (quatre millions d'hectares pour les projets de reboisement, 1,6 million d'hectares pour le rétablissement de plantations),¹⁵⁵ en Indonésie¹⁵⁶ et en PNG¹⁵⁷ sans aucune référence à la nécessité d'instaurer des mesures de protection de la biodiversité ; en effet, les propositions incluent des projets de reboisement par monoculture à des fins de séquestration carbone en PNG.¹⁵⁸ Or les scientifiques et chercheurs ont constaté que les forêts du sud-est asiatique décrites comme « dégradées » conservent souvent une importante biodiversité.¹⁵⁹

L'approche McKinsey présente une menace supplémentaire pour la biodiversité en préconisant systématiquement la modification à grande échelle de l'affectation des sols pour les habitats *non* forestiers. L'étude pour la RDC propose d'établir des plantations à des fins de séquestration carbone sur 30 % des zones de savane





L'influence néfaste de McKinsey s'exerce dans des pays où les forêts sont essentielles à la survie de multiples espèces de plantes, d'animaux et d'insectes et à celle de larges communautés forestières.

De gauche à droite et de haut en bas : Famille de villageois © Philip Reynaers / Greenpeace, Forêt tropicale © Takeshi Mizukoshi, Jeune éléphant de Sumatra © Daniel Beltrá / Greenpeace, Arbuste de l'espèce dite de « flying dragon » © Wolfgang Pekny / Greenpeace, Méliphage de Carol © Steven Richards / Conservation International / Greenpeace, Lucane © Takeshi Mizukoshi / Greenpeace, Mangabey couronné © Kate Davison / Greenpeace,



arbustive ou mosaïques savanes-forêts du pays (7 millions d'ha) et de localiser jusqu'à trois millions d'hectares de concessions non encore octroyées d'agriculture intensive (notamment d'huile de palme) dans des habitats similaires.¹⁶⁰ Si la RDC dispose de zones de savane ne présentant qu'une valeur limitée en termes de biodiversité, la perte de près de la moitié de cet habitat à l'échelle du pays affecterait très vraisemblablement d'autres zones riches de biodiversité telles que le miombo au sud, une zone de savane d'« importance planétaire pour la conservation des plantes et des oiseaux ».¹⁶¹ L'étude désigne à plusieurs reprises la savane sous le terme de « zones marginales », dans ce qui pourrait être une tentative délibérée de minimiser cette importance. McKinsey utilise un certain nombre de « ficelles », dont l'usage de termes judiciaires fait certainement partie. Un consultant McKinsey confiait ainsi lors d'un entretien avec Greenpeace que McKinsey avait tenté de définir un « langage commun que les intervenants doivent utiliser » dans le cadre de leurs missions REDD+.

Les mesures proposées pour la Papouasie Nouvelle Guinée sont également exprimées de manière fortement connotée ; ainsi le reboisement est proposé pour les zones « marginales »,¹⁶² sans que ce concept soit défini ; une recommandation consistant à établir toute nouvelle plantation de production d'huile de palme sur des terres non forestières indique qu'il s'agira de « zones dégradées (à savoir, pâturages, brousse, etc.) »¹⁶³, faisant ainsi des amalgames discutables. Le document de courbe de coûts pour l'Indonésie propose un projet de reboisement à des fins de séquestration carbone sur 10 millions d'hectares de « zones forestières et non forestières dégradées » et l'établissement de nouvelles plantations pour la production d'huile de palme et l'industrie papetière « sur des zones déjà dégradées ou déboisées ».¹⁶⁴ Là encore, le concept de « zones dégradées » n'est pas défini.

En réalité, les paysages de brousse abritent, dans ces deux pays, une multitude d'espèces. Par exemple,

les zones de savane et de brousse de faible altitude de la région de Trans Fly (partagée par l'Indonésie et la Papouasie Nouvelle Guinée) abritent de multiples espèces endémiques de mammifères et d'oiseaux,¹⁶⁵ et les steppes des hauts plateaux centraux de PNG, qui font déjà l'objet d'au moins un projet de boisement,¹⁶⁶ sont très riches en biodiversité végétale.¹⁶⁷

Enfin, la stratégie de développement à faible intensité carbone du Guyana inclut des propositions visant à allouer les crédits REDD+ à la construction d'infrastructures et de systèmes de drainage pour faciliter le « développement d'une agriculture à plus forte valeur ajoutée »¹⁶⁸ sur les savanes intermédiaires, que même le journal pro-gouvernemental *Guyana Chronicle* décrit comme une « zone hébergeant des écosystèmes uniques et fragiles »,¹⁶⁹ et dans le bassin de la rivière Canje, l'un des nombreux bassins hydrographiques côtiers caractérisés par « la fragilité et la vulnérabilité de leurs ressources en matière d'espèces néotropicales »¹⁷⁰ et qualifiés de « terres vierges » par le Ministre de l'Agriculture.¹⁷¹ McKinsey a été largement impliqué dans cette politique, comme le prouve une étude sur le potentiel d'exportation agricole du pays réalisée par le cabinet en 2008 et citée par le gouvernement dans une récente brochure sollicitant des investissements pour promouvoir le développement dans ces deux zones.¹⁷²

Certains des documents considérés proposent des mesures de conservation, telles que le « paiement au titre de la conservation potentielle » qui, sans s'accompagner d'aucune explication, apparaît en pointillés sur la courbe de coûts pour la PNG à côté de certaines options de réduction des émissions,¹⁷³ ou l'augmentation de 50 % de zones protégées incluse dans les propositions pour la RDC.¹⁷⁴ Cependant, ces mesures reflètent des objectifs nationaux préexistants, ou sont si vagues qu'elles n'ont visiblement été ajoutées que pour légitimer l'approche largement pro-industrielle.

2. Impacts sociaux

Cette vision déshumanisée faisant des actions REDD+ une simple source de revenus potentiels sur les marchés carbone est également à l'œuvre dans la façon dont McKinsey intègre à son raisonnement la valeur sociale des milieux forestiers.

L'illustration la plus parlante est sans doute sa position vis-à-vis de l'agriculture traditionnelle reposant sur la culture itinérante. En dépit de multiples études sérieuses montrant que son impact en termes de dégradation des forêts et de déforestation est potentiellement faible,¹⁷⁵ l'agriculture vivrière et ses pratiques de culture itinérante demeurent systématiquement pointées du doigt comme des facteurs clés de déforestation. La supposition de départ – explicite dans l'étude sur la RDC – est que l'agriculture commerciale est la norme vers laquelle les populations forestières souhaiteraient « forcément » évoluer si les circonstances le permettaient.¹⁷⁶ Il n'est nulle part question d'aucun consentement libre, informé et préalable de ces populations, ni du sort réservé aux communautés locales qui refuseraient de se conformer à ces plans. Dans le pire des scénarios, cela pourrait aboutir à des déplacements massifs de population ainsi que des violations des droits de l'homme.

De la même manière, les propositions présentées pour la Papouasie Nouvelle Guinée donnent d'une main pour reprendre de l'autre, agitant la promesse d'une intensification agricole susceptible d'améliorer les revenus des populations rurales et la sécurité alimentaire¹⁷⁷ avant de conclure que l'augmentation des rendements permettrait de libérer certaines zones actuellement consacrées à l'agriculture vivrière qui « seraient ainsi reboisées par régénération naturelle » – ce qui consisterait, en d'autres termes, à restreindre les zones mises à la disposition des paysans locaux au lieu de leur donner la possibilité de faire pousser des récoltes supplémentaires plus rentables sans avoir à augmenter leur emprise sur les terres. La supposition selon laquelle une meilleure productivité permet de libérer de la terre, ou hypothèse de Borlaug, a été maintes fois remise en question.¹⁷⁹

Reflétant le contraste frappant entre son rejet total de l'agriculture itinérante et une grande indulgence vis-à-vis du secteur forestier et d'autres industries destructrices, l'approche McKinsey tend à minimiser, voire ignorer totalement l'impact social des activités industrielles. L'étude sur le *Développement compatible avec le climat* en Papouasie Nouvelle Guinée se réjouit de ce que les communautés locales « continueront à bénéficier des routes et des services publics établis grâce à l'exploitation commerciale du bois »¹⁸⁰ – et ce, malgré les conclusions d'une revue officielle indiquant que les redevances d'exploitation



Reflétant le contraste frappant entre son rejet total de l'agriculture itinérante et une grande indulgence vis-à-vis du secteur forestier, l'approche McKinsey tend à minimiser, voire ignorer totalement l'impact social des activités industrielles.



forestière (rarement totalement acquittées) et les emplois créés (rarement totalement rémunérés) ne contribuent que faiblement à l'élévation du niveau de vie, les sociétés d'exploitation manquant systématiquement à leurs engagements de construction d'infrastructures locales.¹⁸¹

Au-delà de la forêt, les propositions omniprésentes de boisement ou d'établissement de plantations ou d'exploitations agricoles commerciales dans les zones de brousse ou de savane, en négligeant de prendre en compte les populations dont la survie dépend de ces régions, pourraient causer des dommages considérables tant du point de vue social qu'environnemental. Ainsi en Papouasie Nouvelle Guinée, la seule indication d'une compensation payée aux populations locales pour la perte de leurs pâturages au profit des producteurs d'huile de palme est une rapide mention, sans aucune explication, d'un « paiement aux communautés... nécessitant de plus amples discussions ». Pour les terres transformées en plantations à des fins de séquestration de carbone, aucune promesse de compensation n'est faite.¹⁸² « Le professionnalisme est notre credo. Pour nous, ce terme signifie... le respect systématique des coutumes et cultures locales, tant que cela n'implique pas de compromettre notre intégrité. » – McKinsey&Co¹⁸³

Le désintéret total de McKinsey pour la concertation est emblématique de son indifférence systématique quant aux effets des mesures qu'il propose. Mais ce qui pourrait être considéré comme témoignant de sa naïveté devient coupable lorsqu'il s'agit d'encourager l'injustice et l'oppression. Comme il a déjà été relevé, le gouvernement de RDC a failli à ses promesses de redistribution des revenus de l'exploitation forestière au niveau local. En Papouasie Nouvelle Guinée, l'indulgence vis-à-vis de l'industrie forestière et un certain nombre de projets de plantation et de « boisement » à grande échelle pourraient bientôt s'accompagner d'une nouvelle législation privant les communautés de leurs droits à compensations financières lorsque leurs terres sont confisquées pour des projets d'« intérêt national », marquant ainsi le début d'une véritable opération d'expropriation.¹⁸⁴ Au Guyana, les droits explicitement octroyés aux communautés amérindiennes en vertu du programme LCDS¹⁸⁵ sont compromis par une certaine réticence du gouvernement sur des terres ne faisant l'objet d'aucun titre de propriété (et donc d'aucune obligation de compensation financière)¹⁸⁶ et par ses pratiques de cooptation et de manipulation des organes locaux censés représenter les populations autochtones.¹⁸⁷ Le chef d'un de ces organes amérindiens résolument indépendants aurait reçu des menaces de mort après avoir critiqué le processus LCDS.¹⁸⁸



La forêt constitue pour de nombreuses communautés une source indispensable de moyens de subsistance et de revenus.

A gauche : femme pygmée Baka portant son bébé dans la forêt dense du Congo
© Kate Davison / Greenpeace

En haut : abattage d'un arbre pour fabriquer un canoë, Lake Murray, Papouasie Nouvelle Guinée
© Fiona Morris / Greenpeace

En bas : Occupante de l'une des 700 maisons détruites en représailles à l'opposition de la communauté locale à une plantation d'acacias en Indonésie
© Ardiles Rante / Greenpeace

En bas : Femmes du groupe des Orang Rimba (ou Kubu) préparant le repas dans la forêt détruite par l'exploitant indonésien Sinar Mas pour établir des plantations, Sumatra © Daniel Beltrá / Greenpeace



Un conseil inapproprié

Il apparaît clairement que lorsque des pays en développement mandatent McKinsey pour appliquer ses méthodologies de REDD+, ils courent le risque de dépenser en pure perte les deniers publics pour des conseils allant à l'encontre de leurs propres intérêts et menaçant la biosphère. Le fait de ne pas prévoir de protections appropriées de la biodiversité ou des droits des populations locales ou de ne pas fournir d'évaluation réaliste et effective de la faisabilité technique et économique des propositions peut non seulement avoir des conséquences préjudiciables pour le pays concerné, mais compromettre également plus largement l'avenir de sa stratégie REDD+, voire entamer la crédibilité même de ce concept. De tels manquements peuvent par ailleurs constituer une violation de l'accord de Cancún sur la REDD+ et d'autres décisions de la CCNUCC, de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (UN CBD) ou d'autres programmes internationaux et régionaux.

Plusieurs États, notamment le Royaume-Uni et la Norvège, ont financé les travaux de McKinsey dans les pays étudiés dans ce rapport – parfois hors de toute procédure d'appel à concurrence et sans aucun contrôle effectif des résultats.¹⁹⁰ De multiples bailleurs de fonds se sont également engagés à financer d'autres aspects des préparations REDD+ de ces pays. Pourtant, les institutions internationales impliquées dans les initiatives REDD+ sont de plus en plus critiques face aux lacunes des plans préparés avec l'assistance de McKinsey.

En Papouasie Nouvelle Guinée, le plan *Développement compatible avec le climat*¹⁹¹ exclut toute possibilité d'une cessation totale de l'exploitation forestière, alors même qu'il est admis que cela entraînerait des économies carbone considérables ; son successeur ne mentionne même plus les quelques restrictions mentionnées comme méritant d'être envisagées.¹⁹² Tout ceci ne fait qu'illustrer le parti-pris en faveur de l'industrie qui caractérise l'ensemble des propositions élaborées par McKinsey. On notera que le secrétariat du programme UN-REDD a mis en doute la sincérité de l'approche de la Papouasie Nouvelle Guinée et appelé le gouvernement à instaurer un moratoire sur l'octroi de nouvelles concessions forestières et agricoles comme un signe d'engagement de bonne foi.¹⁹³ Dans le même temps, le comité de revue technique indépendante du programme national conjoint ONU-REDD doute « de l'additionnalité et de la faisabilité » des

« Notre entreprise rassemble des leaders qui veulent la liberté de faire ce qu'ils pensent devoir faire. »

McKinsey & Co¹⁸⁹

Hutte au milieu d'une zone totalement déboisée dans la concession forestière Pasir Mayang de la société PT IFA. Ce type de déboisement contribue non seulement au réchauffement climatique mais a également des effets dévastateurs sur la flore et la faune de la région, et notamment sur les colonies d'orang-outans.
© Daniel Beltrá / Greenpeace



mesures de réduction qui seront proposées dans la troisième version prochainement disponible du plan de *Développement compatible avec le climat* (modèle d'exploitation à impact réduit, gestion durable des forêts, reboisement, relocalisation des plantations dans des zones dégradées et intensification de l'agriculture).¹⁹⁴ Ce scepticisme de la part de l'institution UN-REDD illustre à quel point l'approche pro-industrielle préconisée par McKinsey a été préjudiciable au programme de Papouasie Nouvelle Guinée.

Les aspects inspirés de McKinsey dans le plan de la RDC ont également fait l'objet de critiques. La revue du Panel technique consultatif du FCPF a mis en doute l'utilité d'une courbe excluant les coûts de transaction et d'implémentation. Elle reproche au plan de fonder son scénario de référence sur des prévisions « *business as usual* » contre les recommandations de la CCNUCC¹⁹⁵ et appelle aujourd'hui à revoir cette approche en l'absence de données quantitatives et d'accord sur des « scénarios ajustés ». ¹⁹⁶



On peut penser que ce scepticisme commence également à gagner les bailleurs de fonds, même si ces derniers évitent généralement de se prononcer publiquement sur le sujet. Cependant, il semble qu'à l'exception de la Norvège, aucun pays donateur ne se soit à ce jour engagé à financer l'implémentation finale des plans REDD+ nationaux abordés dans ce document. Rien ne permet à ce stade de dire s'ils le feront.

D'autre part, certaines nations en développement commencent à prendre conscience des lacunes de l'approche McKinsey et élaborent des plans REDD+ plus crédibles. Ceci est particulièrement évident en RDC, dont le document R-PP (malgré les critiques relevées dans ce rapport) fait preuve d'un tant soit peu de réalisme et de prudence – contrairement à *l'Étude du Potentiel REDD+* – insistant par exemple sur la nécessité d'intégrer les effets indirects (flux migratoires entrants, etc.) dans toute analyse d'impact de l'extraction minière ou l'agriculture intensive,¹⁹⁷ et reconnaissant le non-respect des promesses gouvernementales de redistribution au niveau local des recettes fiscales de l'exploitation forestière.¹⁹⁸ Selon une source proche des services de planification REDD+ du pays, témoignant auprès de Greenpeace sous condition d'anonymat, le Ministère de l'Environnement de RDC aurait commandé *l'Étude de Potentiel REDD+* auprès de McKinsey (malgré l'opposition des programmes UN-REDD et FCPF) pour renforcer sa position dans les négociations en vue de Copenhague. Mais en réalité l'intervention de McKinsey aurait compromis le processus REDD+ national et serait aujourd'hui totalement inutile :

*« Il ne fait aucun doute que la crédibilité croissante de la RDC en matière de REDD repose avant tout sur le travail de terrain conduit depuis des années par l'équipe nationale et ses partenaires. Après le passage de la comète McKinsey, il est apparu logique de faire appel à des partenaires fiables et moins avides pour élaborer et mettre en œuvre les transformations profondes dont dépend le succès de notre plan REDD. »*¹⁹⁹

Le programme *Indonesia Climate Change Sectoral Roadmap*²⁰⁰ est un autre plan ne reposant pas sur une courbe de coûts mais sur une alternative plus mesurée, même s'il s'agit en fait d'un programme antérieur à l'approche de McKinsey et aux propositions présentées pour l'Indonésie sur cette base. Élaboré par le Ministère de la planification et du développement et le Ministère des forêts, ce plan insiste bien plus sur la protection des forêts que les autres documents de stratégie REDD+ proposés jusqu'à présent par l'Indonésie.²⁰¹ Plus particulièrement, il utilise un niveau de référence établi à partir des émissions actuelles et non sur des prévisions agressives d'expansion industrielle.²⁰² Enfin il met l'accent sur la protection des droits fonciers des communautés locales.²⁰³ Il reste maintenant à savoir laquelle de ces approches prédomine effectivement en Indonésie.

Les institutions internationales impliquées dans les initiatives REDD+ sont de plus en plus critiques face aux lacunes des plans préparés avec l'assistance de McKinsey.

Certains pays forestiers commencent à prendre conscience des lacunes de l'approche McKinsey et élaborent des plans REDD+ plus crédibles.

Recommandations

McKinsey devrait :

1. Publier immédiatement l'ensemble des données, hypothèses et analyses sur lesquelles se fondent les versions nationales et internationales de sa courbe de coûts et insérer ces éléments dans toute publication future ;
2. Réviser ses méthodologies de telle sorte qu'elles reflètent les normes internationales de comptabilisation du carbone organique et appliquer une approche cohérente et transparente ;
3. Procéder à une évaluation complète des coûts de transaction et des impacts environnementaux et sociaux et assurer leur prise en compte dans chacune des options de réduction des émissions présentées dans ses documents de conseil ou d'analyse ;
4. S'engager publiquement à faire en sorte que tous ses travaux de conseil et d'analyse REDD+ reconnaissent explicitement la valeur hors carbone des forêts naturelles et assurent la protection de cette valeur et ne permettent pas à l'industrie forestière d'exploiter de manière destructrice les forêts, en guise d'une soit disant mitigation des changements climatiques.
5. Prendre des engagements publics visant à garantir que ses services de conseil seront, au minimum, conformes aux normes fixées par l'Accord de Cancún sur le REDD+ quant à la protection de la biodiversité et des droits des communautés locales et peuples autochtones.
6. Divulguer tous les cas où McKinsey a conseillé des entreprises liées aux moteurs de la déforestation dans les pays où il fournit ses conseils en matière de REDD+.

Les nations en développement devraient :

1. Cesser de mandater McKinsey pour quelques travaux que ce soit, tant que les conditions visées ci-dessus ne sont pas intégralement satisfaites ;
2. Réviser leurs plans REDD+ préliminaires pour résoudre les défauts méthodologiques soulignés dans ce rapport et s'assurer que les plans traitent de l'intégralité des grandes causes de déforestation, s'attachant à protéger les forêts naturelles, tout en donnant la priorité aux grands blocs forestiers non fragmentés et autres zones fondamentales pour la biodiversité. Ces plans doivent intégrer des objectifs de déforestation zéro et appliquer pleinement, au minimum, les clauses de sauvegarde fixées par l'Accord de Cancún sur le REDD+ quant à la protection de la biodiversité et des droits des communautés locales et peuples autochtones.
3. Garantir la mise en œuvre d'un processus d'appel d'offre complet et transparent pour tout contrat futur en matière de conseil REDD, notamment en mettant à la disposition du public les cahiers des charges et en assurant la transparence de toutes les sources de financement.
4. Publier tous les travaux de conseil réalisés pour leur compte jusqu'à présent, et faire de même à l'avenir, en divulguant l'intégralité du contenu de ces travaux et des cahiers des charges, dossiers d'appel d'offre, coûts et sources de financement.
5. S'assurer que l'élaboration des études s'effectue avec la participation de la société civile, des populations autochtones et des communautés locales concernées par les plans REDD+ et que ces études sont ouvertes à la vérification, la modification et/ou au rejet par ces intervenants.
6. Réviser les plans REDD+ pour que les nouvelles lois forestières excluent l'exploitation destructrice des forêts par l'industrie forestière comme une soit disant solution pour le climat.

Les pays et institutions donateurs devraient :

1. Cesser de mandater McKinsey pour quelques travaux que ce soit, tant que les conditions visées ci-dessus ne sont pas intégralement satisfaites ;
2. Conditionner le financement des missions de conseil REDD à l'existence d'un processus ouvert et transparent d'appel d'offres, à la divulgation intégrale des travaux et à la participation pleine et entière des groupes de la société civile, populations autochtones et communautés locales ;
3. Interrompre l'octroi des financements REDD+ jusqu'à la mise en œuvre d'une revue complète pour s'assurer que les plans REDD+ remédient aux défauts méthodologiques soulignés dans ce rapport, qu'ils traitent de l'intégralité des grandes causes de déforestation et s'attachent à protéger les forêts naturelles, tout en donnant la priorité aux grands blocs forestiers non fragmentés et autres zones fondamentales pour la biodiversité. Ces plans doivent inclure des objectifs de déforestation zéro et appliquer pleinement, au minimum, les clauses de sauvegarde fixées par l'Accord de Cancún sur le REDD+ quant à la protection de la biodiversité et des droits des communautés locales et peuples autochtones.
4. Introduire des politiques nationales explicites de financement de la REDD+ conditionnant clairement l'octroi bilatéral ou par le biais d'institutions multilatérales de financements à la modification des plans REDD+ et offrir les moyens nécessaires à la révision des plans, de telle sorte qu'ils prennent pleinement en charge les grands facteurs de déforestation, s'attachent à protéger les forêts naturelles et incluent des objectifs de déforestation zéro en appliquant pleinement, au minimum, les clauses de sauvegarde fixées par l'Accord de Cancún sur le REDD+ quant à la protection de la biodiversité et des droits des communautés locales et peuples autochtones.
5. Introduire de claires règles de financement national de REDD+ qui établisse clairement qu'aucun financement bilatéral ou multilatéral ne sera accordé à des plans REDD+ qui seraient basés sur des lois forestières permettant à l'industrie forestière d'exploiter de façon destructrice les forêts, sous prétexte de lutter contre les changements climatiques.

Il est indispensable de prendre des mesures dès à présent pour empêcher McKinsey de dispenser des conseils inefficaces et susceptibles de causer la destruction des forêts et d'autres habitats naturels.



Membres de Greenpeace et bénévoles locaux travaillant ensemble pour tenter d'empêcher les sociétés de production d'huile de palme de drainer les tourbières de Kuala Cenaku (Indonésie) pour y installer des plantations.

© Ardiles Rante / Greenpeace

Par ailleurs, l'application complète des Accords de Cancún devrait soumettre les plans REDD+ à une surveillance accrue en garantissant que leur financement n'est envisagé que s'ils donnent clairement la priorité à la protection des forêts naturelles, de la biodiversité et des droits des communautés locales et peuples autochtones, conformément à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP).²⁰⁴

Ces principes doivent permettre de poser les bases d'une nouvelle génération de plans REDD+, évitant toute approche basée sur des hypothèses erronées et des analyses insuffisantes et construits au contraire sur la volonté de la communauté internationale de prendre enfin les mesures qui s'imposent pour protéger l'héritage mondial que constituent nos forêts tropicales naturelles et tous ceux dont la survie en dépend.

Notes

Abréviations mentionnées dans les notes :

- POT** Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, Potentiel REDD+ de la RDC ('The Democratic Republic of Congo's REDD+ Potential' – Version anglaise) décembre 2009 – Rapport totalement ou partiellement rédigé par McKinsey sur l'application de sa méthodologie de courbe de coût en RDC.
- CIAD** Office of the President of Guyana, *Creating incentives to avoid deforestation (Création de mesures incitatives pour prévenir la déforestation)*, décembre 2008 www.lcds.gov.gy/images/stories/Documents/Guyana%20Office%20of%20the%20President%20Avoiding%20Deforestation%20Paper.pdf – Totalement ou partiellement rédigé par McKinsey, ce document constitue la première publication concernant la stratégie de fixation de niveaux références et les demandes de financement REDD+ pour le Guyana
- LCDS** *Low Carbon Development Strategy: Transforming Guyana's Economy while Combating Climate Change*, mai 2010 (Stratégie de développement à faible intensité de carbone : transformer l'économie du Guyana tout en luttant contre le réchauffement mondial) <http://www.lcds.gov.gy/images/stories/Documents/Low%20Carbon%20Development%20Strategy%20-%20May%202010.pdf> – Document faisant suite au CIAD et reprenant l'essentiel de ses axes stratégiques.
- SDCCD** *Climate-compatible development for PNG – Second draft (Stratégie de développement compatible avec le climat élaborée pour la PNG – Seconde version)*, mars 2010 – Rapport largement rédigé par McKinsey sur l'application de sa méthodologie de courbe de coût à la PNG.
- IAP** GoPNG Office of Climate Change and Development, *Interim action plan for climate-compatible development (Plan d'action provisoire de développement compatible avec le climat)*, juin 2010 – Étude reprenant et actualisant l'essentiel de l'analyse SDCCD – probablement largement rédigée par McKinsey.
- NPD** *UN-REDD PNG National joint programme document (Programme national conjoint ONU-REDD)* GoPNG, FAO, UNDP, UNEP, septembre 2010 – Plan REDD+ reprenant l'essentiel de l'analyse IAP – vraisemblablement rédigé avec la contribution de McKinsey.
- CC** DNPI (Conseil national sur le changement climatique), *Indonesia's GHG Abatement Cost Curve (Courbe de coût des mesures de réduction des émissions de GES en l'Indonésie)*, août 2010 – Rapport partiellement rédigé par McKinsey sur l'application de sa courbe de coût en Indonésie – cible principale de ce dossier.

- 1 <http://www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/>
- 2 http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/about-us/single-view/news/protecting_biodiversity_protecting_forests/
- 3 <http://www.un.org/en/events/iyof2011/> [consulté le 03/03/11]
- 4 GIEC, 2007, figure RID.1.
- 5 Voir Humphreys, D (2006) Logjam: Deforestation and the Crisis of Global Governance (London: Earthscan).
- 6 CCNUCC 2007, decision 2/CP.13
- 7 <http://www.forestcarbonpartnership.org/fcp/sites/forestcarbonpartnership.org/files/Documents/PDF/Nov2010/FCPF%20%20one%20pager%2011-21-10%20.pdf>
- 8 <http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/node/5>
- 9 <http://www.economist.com/node/15129518>
- 10 <http://www.economist.com/node/15129518>
- 11 <http://www.conservation.org/newsroom/pressrelease/Pages/Reaction-Developped-Pledge-Forest-ProtectionNotNearlyEnough.aspx>
- 12 <http://www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/>
- 13 http://www.businessweek.com/magazine/content/02_27/b3790001.htm [consulté le 03/03/11]
- 14 <http://www.mckinsey.com/aboutus/whoweare/> [consulté le 03/03/11]
- 15 <http://www.mckinsey.com/aboutus/locations/> [consulté le 03/03/11]
- 16 <http://www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/>
- 17 <http://www.mckinsey.com/aboutus/locations/> [consulté le 03/03/11]
- 18 http://www.businessweek.com/magazine/content/02_27/b3790001.htm [consulté le 03/03/11]
- 19 http://www.businessweek.com/magazine/content/02_27/b3790001.htm [consulté le 03/03/11]
- 20 <http://uk.reuters.com/article/2009/10/20/mckinsey-insider-trading-idUKLNE59J00L20091020>
- 21 <http://www.themonthly.com.au/nation-reviewed-malcolm-knox-hard-stuff--2507>
- 22 <http://www.independent.co.uk/news/business/analysis-and-features/the-might-of-the-mckinsey-mob-664081.html>
- 23 Pers.comm. Greenpeace, 3 novembre 2010
- 24 <http://www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/>
- 25 McKinsey & Company (2009) *Elaboration d'une analyse exploratoire du potentiel REDD+ de la République Démocratique du Congo: Dossier de candidature*, 23 octobre, p. 9-10
- 26 POT para 11, p.4: *Ses ambitions dans le cadre de cette stratégie sont d'actionner à la fois tous les leviers de mitigation envisageables à des coûts acceptables de même que ceux de séquestration.*
- 27 McKinsey & Company (2009) *Mengembangkan cost curve pengurangan carbon untuk Indonesia*, pp8, 19-22
- 28 CC p21
- 29 McKinsey & Company (2010), *Creating low carbon prosperity in Indonesia: Detailed project overview (Phase 3): Institutional capability building for low carbon growth*, 5 février 2010
- 30 Dr Justin Ondopa, Coordinateur Changement Climatique du PNG Eco Forestry Forum, et observateur pour le Groupe de Travail Technique REDD, comm. pers. à Greenpeace, 10 novembre 2010 : corroboré par un courrier du 28 septembre 2010 de Kenn Mondiaï, Président de PNG EFF, adressé au Dr. Wari Iamo, OCCD, disponible sur <http://pngexposed.files.wordpress.com/2010/10/ngo-letter.pdf>
- 31 Dossier PNG, paragraphe 8a (p 31)
- 32 McKinsey, *Elaboration d'une analyse exploratoire du potentiel REDD+ de la République Démocratique du Congo: Dossier de candidature*, 23 octobre 2009 p10
- 33 Le rapport McKinsey *Pathways to a low carbon economy for Brazil* diffère des courbes de coût des autres pays considérés dans ce document en ce qu'il "n'évalue pas la valeur économique de la forêt intacte, laquelle correspond aux revenus de la vente des arbres abattus et de l'usage alternatif de la terre" et ne revendique pas de crédits REDD sur la base du coût d'opportunité. Le Brésil est plus avancé que les autres États forestiers dans l'élaboration de sa stratégie de lutte contre la déforestation et il apparaît que, dans ce rapport, McKinsey a modifié sa courbe de coût pour soutenir la politique existante, plutôt que de tenter d'influencer les orientations futures. C'est pour cette raison que le Brésil n'est cité qu'occasionnellement dans ce document.
- 34 Les informations concernant les activités de préparation des pays dans le cadre du programme FCPF, et leur participation au Programme d'Investissement Forestier sont tirées du site Web du FCPF, et plus particulièrement du tableau de bord FCPF (révisé en octobre 2010, www.forestcarbonpartnership.org/fcp/sites/forestcarbonpartnership.org/files/Documents/PDF/Nov2010/FCPF%20Readiness%20Progress%20MASTER_103110.pdf), de l'aperçu chronologique des soumissions R-PP de chaque pays (indexé sur www.forestcarbonpartnership.org/fcp/node/257), et des fiches individuelles de progression de chaque pays (*REDD Readiness Progress Fact Sheets*) (septembre-octobre 2010, indexées sur www.forestcarbonpartnership.org/fcp/node/283). Les informations concernant les programmes UN-REDD des différents pays sont issues du site Web UN-REDD (www.un-redd.org/UNREDDProgramme/CountryActions/tabid/584/language/en-US/Default.aspx) et des pages pays spécifiques tel qu'indiqué). Les informations concernant les mesures et approches préconisées par McKinsey synthétisent des données plus détaillées fournies dans le corps de ce rapport.
- 35 Voir Dossier RDC, section 9.a.i, p 38 pour une discussion plus approfondie
- 36 R-PP de la RDC, p 147 ; Groupe de travail intergouvernemental (2010) *Etude REDD+ : République Démocratique du Congo*, p1, disponible sur <http://www.oslocfc2010.no/pop.cfm?FuseAction=Doc&pAction=View&pDocumentId=24929>
- 37 République Démocratique du Congo : Fonds Commun Multibailleurs pour le Renforcement de la Gouvernance Forestière (2010) *Rapport Final*, août, pp.1, 9, 11, 14.
- 38 Ibid. p.14.
- 39 POT paras 47, 59
- 40 http://unfccc.int/files/methods_science/redd/country_specific_information/application/pdf/eng_final_report_exploring_redd_potential_071209.pdf p 35
- 41 POT para 59
- 42 POT para 47, p 19
- 43 POT para 59, p 28
- 44 80 Mt CO₂e à 13\$/t CO₂. POT. p 27
- 45 POT, p.27.
- 46 POT, p.39.
- 47 Endundo, J (2011) *Ciôture du processus de conversion des anciens titres forestiers et perspectives dans le secteur de l'exploitation forestière en RDC*, communiqué de presse, 29 janvier, p.5.
- 48 Dossier Guyana, section 9.a.i, pp52-53
- 49 Ian Gray, DFID Openness Unit, courrier du 10 novembre 2010 et Protocole d'Accord joint (non signé mais apparemment rédigé avant le 1^{er} juin 2008, date prévue de commencement du projet, pourtant signé par les représentants des deux pays le 20 et 26 mars 2009 respectivement) en réponse à la demande de Greenpeace au titre de la loi sur la liberté d'information (Freedom of Information Act). Voir également la discussion de notre dossier Guyana, section 6.a, pp41-42.
- 50 « Memorandum of understanding between the Government of the Cooperative Republic of Guyana and the Government of the Kingdom of Norway regarding cooperation on issues related to the fight against climate change, the protection of biodiversity and the enhancement of sustainable development » (*Protocole d'accord entre le Gouvernement de la République Coopérative du Guyana et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant la coopération sur des questions liées à la lutte contre les changements climatiques, la protection de la biodiversité et la promotion du développement durable*), reproduit dans le document LCDS, p67-68
- 51 Voir notre dossier Guyana dossier, section 2.d pp4-10 pour une discussion plus approfondie
- 52 http://www.forestry.gov.gy/Downloads/Guyana_MRVs_Interim_Measures_Report_2010_Final_January_2011.pdf, p.4
- 53 CIAD p19, LCDS p20
- 54 http://www.forestry.gov.gy/Downloads/Guyana_MRVs_Interim_Measures_Report_2010_Final_January_2011.pdf, p4
- 55 LCDS pp10, 12
- 56 Robert Goodland, *Guyana: Amaila Falls Hydro: Social and Environmental Aspects*, Bank Information Centre, 19 octobre 2010 http://www.biscusa.org/en/Document_102355.aspx p2
- 57 Robert Goodland, *Guyana: Amaila Falls Hydro: Social and Environmental Aspects*, Bank Information Centre, 19 octobre 2010 http://www.biscusa.org/en/Document_102355.aspx p2
- 58 Selon des facteurs de conversion de 0,47 biomasse : carbone, 3,67 carbone : CO₂
- 59 Ces preuves sont présentées en détail dans notre dossier PNG, paragraphe 9.a.i (pp35-36). Parmi les plus convaincantes, on peut citer le fait que le menu Propriétés du PDF *Climate-compatible development* indique "McK PDF Writer" à la rubrique Producteur PDF (tout comme la deuxième version du document LCDS pour le Guyana) et le fait que l'organisme officiel auquel est attribuée la production du Plan d'action provisoire (*Interim Action Plan*) n'a commencé à travailler que deux mois après sa publication...
- 60 www.un-redd.org/UNREDDProgramme/CountryActions/PapuaNewGuinea/

- [tabid/1026/language/en-US/Default.aspx](#)
- 61 Ibid. pp32-33
- 62 IAP p27
- 63 IAP p11
- 64 SDCCD pp18-19, IAP p11
- 65 IAP p10
- 66 IAP p11
- 67 www.un-redd.org/UNREDDProgramme/CountryActions/Indonesia/tabid/987/language/en-US/Default.aspx
- 68 Par exemple BAPPENAS (Ministère indonésien du développement et de la planification) (2010) *Indonesia Climate Change Sectoral Roadmap: Synthesis Report (Stratégie sectorielle de lutte contre le changement climatique : Rapport synthétique)*, mars 2010, p6
- 69 DNPI (National Council on Climate Change) /UNFCCC, *National Economic, Environment and Development Study (NEEDS) for Climate Change: Indonesia Country Study*, décembre 2009, p76
- 70 Groupe de travail intergouvernemental (2010) *REDD+ survey: Indonesia*, p1-2, disponible sur www.oslocfc2010.no/pop.cfm?FuseAction=Doc&pAction=View&pDocuMentId=24932
- 71 Ibid. p2-3
- 72 MRV désigne des systèmes de contrôle assurant la mesure, la notification et la vérification des activités REDD+ dans des conditions de fiabilité acceptables.
- 73 Ministère de la forêt (2009) *National Strategy: Reducing emissions from deforestation and forest degradation in Indonesia: Readiness phase. (Stratégie nationale : réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts en Indonésie : phase de préparation)* projet, août, Tableau 4 p35
- 74 Mogstad, Per Email à Greenpeace du Ministère norvégien des Affaires Étrangères en réponse à une demande au titre de la liberté d'information, 26 novembre 2010
- 75 hors TVA 10% mais diminué d'une remise d'environ 1,5 million USD
- 76 hors TVA 10% et diminué d'une remise d'environ 2,5 millions USD
- 77 CC: 21
- 78 Greenpeace International, *REDD Alert: Protection Money*, novembre 2010 <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/Protection-Money/>: 31-32, CC: 21
- 79 CC: 21
- 80 CC: 20
- 81 CC: 22
- 82 DNPI (2010a): 21
- 83 Sur la base de 28-29 USD/tonne CO₂ et 192 tonnes de carbone (705 t CO₂) par hectare. Source: DNPI (2010a): 21 Exhibit 12, 22
- 84 Greenpeace, *REDD alert : protection money*, op.cit. p.42.
- 85 BAPPENAS /UN-RE DD (2010) (p.41.) fixe un seuil carbone technique pour les terres adaptées à un développement à faible intensité de carbone (<35tC/ha), et les terres méritant d'être classées en zone de conservation pour leurs seules capacités de stockage carbone (potentiel de stockage >100tC/ha)
- 86 <http://www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/>
- 87 McKinsey l'a confirmé à Greenpeace lors d'un face-à-face
- 88 Pour plus d'information sur ce sujet, reportez-vous à Ekins P, Kesicki, F, Smith, A, *Marginal abatement cost curves: a call for caution* (2010) p.19.
- 89 POT para 56, p27
- 90 POT Annexe 13 (uniquement en version anglaise). Calcul basé sur 900 ha plantés annuellement pendant 5 ans (4500 ha au total) et 2,5 millions de tonnes de CO₂ (681199tC) séquestrées au bout de 30 ans, soit 556 tonnes de CO₂ par hectare, équivalant à 151 tonnes de carbone.
- 91 Forêt dense humide de faible altitude du Bassin du Congo 126-275 t C/ha – Source: *Un aperçu des stocks de carbone et leurs variations dans les forêts du bassin du Congo*, Nasi, R et al, dans *Etat des Forêts 2008* p.207.
- 92 Ekins P, Kesicki, F, Smith, A, *Marginal abatement cost curves: a call for caution* (2010) p.25.
- 93 IAP: 10, CC p.21.
- 94 POT para 56 p.27.
- 95 Voir par exemple Greenpeace International, *REDD Alert: Protection Money*, novembre 2010 p.39-42. <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/Protection-Money/>
- 96 Greenpeace International, *REDD Alert: Protection Money*, novembre 2010 p.7-8. <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/Protection-Money/>
- 97 IAP: 10-11
- 98 McKinsey and Company, *Pathways to a low carbon economy for Brazil*, 2009 p.31.
- 99 POT Planche 16, p.59.
- 100 Série d'articles de Janette Bulkan parus dans *Stabroek News*, juillet-août 2009 p.26. http://www.redd-monitor.org/wordpress/wpcontent/uploads/2009/08/REDD_SN_series_July_August_2009_carbon_in_Guyana.pdf
- 101 IAP p.10.
- 102 SDCCD p.19.
- 103 SDCCD p.2.
- 104 POT para 47, p19
- 105 POT para 59, p28
- 106 POT para 59
- 107 IAP, p.7.
- 108 Overseas Development Institute (2007) 'Issues and opportunities for the Forest Sector in Papua New Guinea'
- 109 CC p.19.
- 110 Greenpeace International, *REDD Alert: Protection Money*, novembre 2010, p.42-43. <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/Protection-Money/>
- 111 LCDS: 91
- 112 POT para 142, p 55 ; des exclusions et réserves similaires apparaissent dans les rapports d'autres pays.
- 113 LCDS p.91.
- 114 Forest Carbon Partnership Facility, *Revue de synthèse du RPP de la RDC par le Panel Technique Consultatif*, 17 mars 2010 p.8-9.
- 115 CC p.21.
- 116 Greenpeace International, *REDD Alert: Protection Money*, novembre 2010 <http://www.greenpeace.org/international/en/publications/reports/Protection-Money/>: 31-32, CC: 21
- 117 CC: 21
- 118 POT para 124, pp50-51
- 119 Par exemple, aucun décret d'application n'a encore été promulgué pour le Code Forestier 2002 (R-PP de la RDC, p130) ni même, ce qui est plus étonnant, pour la loi de 1973 sur les droits de propriété foncière (Cotula, L et Mayers, J, *Tenure in REDD: Start-point or afterthought?*, International Institute for Environment and Development, Londres, 2009, p35).
- 120 Pour ne citer qu'un exemple, le pays ne dispose pour l'ensemble de son territoire que de 50 agents forestiers (R-PP de la RDC, p.58.).
- 121 A titre d'exemple, les administrations forestières locales dépendent largement des sociétés forestières elles-mêmes pour l'information, la logistique, le transport et les finances – la corruption est donc monnaie courante (Greenpeace International (2008) *Étude Sectorielle: Exploitation forestière en République Démocratique du Congo*, octobre, p3).
- 122 Reconnu par la proposition de préparation REDD de la RDC (Ministère de l'Environnement, la Conservation de la Nature et du Tourisme (MECNET) 2010 *Plan de préparation REDD, 2010-2012 – R-PP Version finale*, juillet, p131). Voir également Cotula, L and Mayers, J (2009) *Tenure in REDD: Start-point or afterthought?*, International Institute for Environment and Development, London, p21
- 123 Ministère de l'Environnement, de la conservation de la nature et du tourisme (MECNET), Plan de préparation à REDD, 2010-2012 – version finale R-PP, juillet 2010, p.31.
- 124 POT para 77, p37: « la finalisation de la réforme institutionnelle »
- 125 POT para 80, p38
- 126 Chatterton, Paul (2010) *Review of the UN-REDD Joint Program in Papua New Guinea*, p2-3, disponible sur <http://un-redd.org/PolicyBoard/5thPolicyBoard/tabid/1002/Default.aspx>
- 127 <http://www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/>
- 128 Questions fréquentes du site web du LCDS <http://www.lcds.gov.gy/faqs.html#18>:
- 129 IAP: 8
- 130 Les experts prévoient que l'extraction minière et des hydrocarbures sera responsable de 9 % de la déforestation, si les conditions actuelles se poursuivent, d'ici 2030. POT para 47, p22
- 131 POT para 59, pp31-32
- 132 IAP Annexe 7, p10
- 133 IAP Annexe 3, p6
- 134 http://en.wikipedia.org/wiki/Ok_Tedi_Environmental_Disaster
- 135 SDCCD: 17
- 136 CC: 17
- 137 Greenpeace International, *REDD en RDC: Menace ou solution ?*, novembre 2010, p.14.
- 138 Greenpeace International, *REDD en RDC: Menace ou solution ?*, novembre 2010 p.14.
- 139 Sur la base de 381,9 M t CO₂ (DNPI (Dewan Nasional Perubahan Iklim – Conseil national sur le changement climatique) « Fact Sheet – Carbon Emissions and Development », 2 septembre 2010, p4) à 29 USD/tonne (CC p.21.)
- 140 LCDS p.26.
- 141 Robert Goodland, *Guyana: Amaila Falls Hydro: Social and Environmental Aspects*, Bank Information Centre, 19 octobre 2010, p.2. http://www.bicusa.org/en/Document_102355.aspx
- 142 Robert Goodland, *Guyana: Amaila Falls Hydro: Social and Environmental Aspects*, Bank Information Centre, 19 octobre 2010, p.2. http://www.bicusa.org/en/Document_102355.aspx
- 143 Selon des facteurs de conversion de 0,47 biomasse: carbone, 3,67 carbone: CO₂
- 144 Robert Goodland, *Guyana: Amaila Falls Hydro: Social and Environmental Aspects*, Bank Information Centre, 19 octobre 2010, p.3. http://www.bicusa.org/en/Document_102355.aspx
- 145 Robert Goodland, *Guyana: Amaila Falls Hydro: Social and Environmental Aspects*, Bank Information Centre, 19 octobre 2010, p.6. http://www.bicusa.org/en/Document_102355.aspx
- 146 POT Planche 10, p26
- 147 IAP: 10, voir discussion dans notre dossier PNG, section 2.e, p10
- 148 DNPI (Dewan Nasional Perubahan Iklim – Conseil national sur le changement climatique) *Fact Sheet – Carbon Emissions and Development*, 2 septembre 2010 – En p4, ce document chiffre les réductions d'émissions obtenues en stoppant le développement des plantations à 190,95 M tonnes de CO₂ pour les cultures existantes et pour les nouvelles plantations – soit un total de 381,9 M t CO₂ (eq. à 104 M t carbone) pour les deux types de cultures. Divisé par le chiffre CC de 192 t C/ha dans les zones forestières (CC: 22), on obtient une estimation de 542.000 ha de déforestation « évitée » grâce à l'établissement de plantations à l'horizon 2030. Selon la même logique, la déforestation évitée au titre de l'agriculture vivrière à l'horizon 2030 se situerait aux alentours de 273000 hectares. Selon le scénario BAU, le taux de déforestation prévu d'ici 2030 est de 1,1 m ha par an (CC p.20.), ce qui signifie que même dans des conditions de mise en oeuvre complète du plan CC, on continuerait à abattre chaque année 285000 ha de forêt naturelle.
- 149 CC p.22.
- 150 McKinsey and Company, *Pathways to a low carbon economy for Brazil*, 2009: 7
- 151 McKinsey, *Supporting the development of PNG's national REDD and climate change plans: draft project proposal*, juin 2009 p6
- 152 CC p18
- 153 http://en.wikipedia.org/wiki/Bornean_Orangutan
- 154 Rhee, S, Kitchener, D, Brown, T, Merrill, R, Dilts, R and Tighe, S (2004) *Report on biodiversity and tropical forests in Indonesia*, USAID/Indonesia, Jakarta, p7.12, disponible sur www.rmportal.net/library/content/1/118_indon
- 155 POT paras 59, pp29-31and 106, p44
- 156 CC p21
- 157 IAP p11
- 158 IAP p29
- 159 Edwards, D, TH Larsen, TDS Docherty, FA Ansell, WW Hsu, MA Derhé, KC Hamer et DS Wilcove (2010), *Degraded lands worth protecting: the biological importance of Southeast Asia's repeatedly logged forests*, *Proc. R. Soc. B*, publié en ligne le 4 août 2010. doi: 10.1098/rspb.2010.1062.
- 160 POT para 56, p27: 59, pp29-31: et 90, pp40-41
- 161 Chidumayo, E (1999) *Using Natural Fertilizers in Miombo Woodlands*, Issues in African Biodiversity 2, Biodiversity Support Program, p1, disponible sur pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNACK011.pdf
- 162 IAP p11
- 163 IAP p11
- 164 CC p21
- 165 WWF (2001), *Trans Fly savanna and grasslands*, www.worldwildlife.org/wildworld/profiles/terrestrial/aa/aa0708_full.html
- 166 Dr Justin Ondopa, Coordinateur du Changement Climatique, PNG Eco Forestry Forum et observateur pour le Groupe de Travail Technique REDD, comm. pers. à

- Greenpeace, 10 novembre 2010.
- 167 WWF (2001) *Central Range sub-alpine grasslands*, www.worldwildlife.org/wildworld/profiles/terrestrial/aa/aa1002_full.html
- 168 LCDS pp10, 12
- 169 Evans, Pamela *Agricultural development on the move in the Intermediate Savannas*, *Guyana Chronicle*, 1^{er} septembre 2002, disponible sur www.landofsixpeoples.com/news022/nc209016.htm
- 170 Hanif, M et Otto, R (1978) *Impact identification and evaluation: Guyana Small Farm Development Project*, Annex IV, Exhibit 1 in Department of State, Agency for International Development (1978) *Proposal and Recommendations for the Review of the Bilateral Assistance Subcommittee: Guyana - Small Farm Development, Black Bush Region*, p6-7, disponible sur http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PDAAA043B1.pdf
- 171 Naipaul, Chamanlall (2007) *S6.5M needed to kick-start ethanol production - UN report*, *Guyana Chronicle*, 1^{er} mai, disponible sur www.landofsixpeoples.com/news702/nc0705013.html
- 172 Cité dans le document rédigé par le Gouvernement du Guyana (n.d.), *Investing in Guyana's Low Carbon Future: Agriculture*, disponible sur www.agriculture.gov.gy/Investment%20in%20Guyana/Investing%20in%20Guyana%27s%20Low%20Carbon%20Future.pdf
- 173 IAP Annexe 7, p10. On comprend mal ce que les leviers inclus ont en commun, puisqu'on peut supposer que deux d'entre eux (expansion agricole et boisement/reboisement) ont des impacts négatifs sur la biodiversité nécessitant des mesures de correction, contrairement au troisième (gestion des forêts secondaires).
- 174 POT paras 87-89, p40
- 175 Par exemple, dans le contexte de la PNG, Keenan, Rodney J (2009) *Disturbance, degradation, and recovery: forest dynamics and climate change mitigation* (XIII^{ème} Congrès mondial sur les forêts, Buenos Aires, Argentine, 18 - 23 octobre), p6 ; dans le contexte du Guyana, Cedergren, Jonas (2009) *Measurement and reporting of forest carbon in Guyana: Preparing for REDD implementation*, UN-REDD, p.5, disponible sur www.fao.org/climatechange/unredd/53128/en/ (ironiquement le seul pays étudié alors que, sans doute du fait de la puissance relative du lobby autochtone et du caractère particulier de l'approche REDD+ choisie, les propositions ne visent pas l'agriculture itinérante dans les documents McKinsey - voir la discussion de notre dossier, section 5c, p39)
- 176 POT para 98, p42
- 177 IAP p10
- 178 SDCCD p20
- 179 Thomas K. Rudel, *Agricultural intensification and changes in cultivated areas, 1970-2005*
- 180 SDCCD p19
- 181 NPD pp7-8
- 182 IAP Annexe 7, p10
- 183 <http://www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/>
- 184 La législation en question est la Loi (modifiée) de 2010 sur l'environnement : voir Callick, R *PNG law to shield resource giants from litigation*, *The Australian (Canberra)*, 2 juin, p24. Pour une analyse plus détaillée de la loi et de ses implications, voir www.actnowpng.org/sites/default/files/BRIEFING%20PAPER%20%20enviro%20amend%202010.pdf. Un juriste expert de ces questions a indiqué à Greenpeace Australie Pacifique que la Loi est applicable à tout développement considéré comme étant dans l'intérêt national (ce qui inclut potentiellement l'exploitation forestière, l'agriculture et les plantations industrielles), et pas seulement à l'industrie minière, même si c'est cette dernière qui soulève jusqu'à présent le plus d'objections.
- 185 LCDS p35
- 186 Une injustice dont les communautés amérindiennes sont bien conscientes : voir par exemple Amerindian Peoples Association/Forest Peoples Programme (2009) *Indigenous peoples' rights, REDD and the draft Low Carbon Development Strategy (Guyana): A summary report of a workshop held in the Regency Suites, Georgetown, 24-26 juin 2009*, p3-4, disponible sur www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2010/08/guayanareddiprightswshoprepjun09eng.pdf. Voir également la discussion dans notre dossier Guyana, section 5.b, p33-35.
- 187 Voir par exemple la contribution de Nelly Avila sur le site web REDD+ Monitor, 30 octobre 2010, www.redd-monitor.org/2010/10/13/redd-rubber-hits-the-road-in-guyana-skid-marks-a-plenty/ (re TAAMOG and NADF); Amerindian Peoples Association/Forest Peoples Programme (2009) *Indigenous peoples' rights, REDD and the draft Low Carbon Development Strategy (Guyana): A summary report of a workshop held in the Regency Suites, Georgetown, 24-26 juin 2009*, p5 (re National Toshias Council (NTC), et membres exécutifs APA et d'autres (2010) *Indigenous peoples demand action on land rights, consent issues*, communiqué de presse du groupe de travail : *Indigenous Peoples' Rights, Extractive Industries and National Development Policies in Guyana*, 9 mars, disponible sur www.forestpeoples.org/topics/extractive-industries/news/2010/08/press-release-guyana-indigenous-peoples-demand-action-land (re NTC), voir également notre dossier Guyana, section 5.b, p35-36.
- 188 Largement relayé dans la presse, par exemple dans *Kaiteur News*, 38 *foreign groups write jagdeo to protect amerindian leader* (38 groupes étrangers écrivent à Jagdeo pour protéger le leader amérindien), 21 décembre 2010, disponible sur www.kaiteurnewsonline.com/2010/12/21/38-foreign-groups-write-jagdeo-to-protect-amerindian-leader/; *REDD-Monitor President of the Amerindian Peoples Association gets death threats in Guyana* (Le président de l'association des peuples amérindiens reçoit des menaces de mort au Guyana), 21 décembre 2010, disponible sur www.redd-monitor.org/2010/12/21/
- [president-of-the-amerindian-peoples-association-gets-death-threats-in-guyana/](http://www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/)
- 189 <http://www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/>
- 190 Pour une discussion complète sur cette question, voir notre dossier Guyana, section 6.a, p41-42.
- 191 Aux motifs que, malgré des rendements trois fois supérieurs aux réductions d'émissions réalisées par le modèle d'exploitation à impact réduit, le coût d'opportunité serait aussi plus élevé, quoique à peine plus élevé que celui du boisement (voir IAP p10) et avec un potentiel de réduction au moins trois fois supérieur à n'importe quel autre levier envisagé.
- 192 IAP p11
- 193 UN-REDD Programme (2010) *National Programme Submission Form - Papua New Guinea*, p10, disponible sur <http://un-redd.org/PolicyBoard/5thPolicyBoard/tabid/1002/Default.aspx>
- 194 Chatterton, Paul (2010) *Review of the UN-REDD Joint Program in Papua New Guinea*, p1, disponible sur <http://un-redd.org/PolicyBoard/5thPolicyBoard/tabid/1002/Default.aspx>
- 195 Forest Carbon Partnership Facility, *Revue synthétique du R-PP de la RDC par le Panel technique consultatif*, 17 mars 2010, p9, 14
- 196 Carbon Partnership Facility 'Revised FCPF TAP Synthesis Review of R-PP of DRC' 17 Mars 2010 p14
- 197 Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme, *Plan de préparation REDD, 2010-2012 - Version finale R-PP*, juillet 2010, p59
- 198 Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme, *Plan de préparation REDD, 2010-2012 - Version finale R-PP*, juillet 2010, p131
- 199 Anon. Comm. pers., 3 novembre 2010
- 200 BAPPENAS (Ministère indonésien pour la planification nationale du développement), *Indonesia Climate Change Sectoral Roadmap: Synthesis Report*, mars 2010
- 201 Par exemple, BAPPENAS (Ministère indonésien pour la planification nationale du développement), *Indonesia Climate Change Sectoral Roadmap: Synthesis Report*, mars 2010 p88 : « Il est bien plus efficace d'éviter la déforestation que de réhabiliter les terres forestières ».
- 202 BAPPENAS (Ministère indonésien pour la planification nationale du développement) *Indonesia Climate Change Sectoral Roadmap: Synthesis Report*, mars 2010 p9-10.
- 203 BAPPENAS (Ministère indonésien pour la planification nationale du développement) *Indonesia Climate Change Sectoral Roadmap: Synthesis Report*, mars 2010 p80, 85.
- 204 Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones, adoptée par 144 Etats.
- 205 www.mckinsey.com/aboutus/whatwedo/
- 206 LCDS p77.
- 207 LCDS p51.
- 208 CC p18.





L'industrie forestière a un impact sur des forêts du Congo qui sont cruciales pour la biodiversité et pour la régulation du climat. Les routes ouvertes par les exploitants forestiers fournissent des nouveaux accès aux braconniers.
© Kate Davison / Greenpeace



GREENPEACE

Avril 2011

Publié par Greenpeace
International
Ottho Heldringstraat 5
1066 AZ Amsterdam
The Netherlands

enquiries@int.greenpeace.org

www.greenpeace.org/forests

Greenpeace est une organisation globale, indépendante, qui mène des campagnes afin de changer les comportements, les attitudes, pour protéger l'environnement et promouvoir la paix.

Greenpeace est engagée dans la lutte contre les changements climatiques.

Nous menons campagne pour protéger les dernières forêts anciennes, les hommes et la biodiversité qui en dépendent ou y vivent.

Nous enquêtons, exposons et nous confrontons au commerce et aux produits qui sont à l'origine de la déforestation et des changements climatiques.

Nous mettons au défi les gouvernements et l'industrie de mettre un terme à leur rôle dans la destruction des forêts et les changements climatiques.

Nous militons pour le respect des droits des populations forestières.